



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

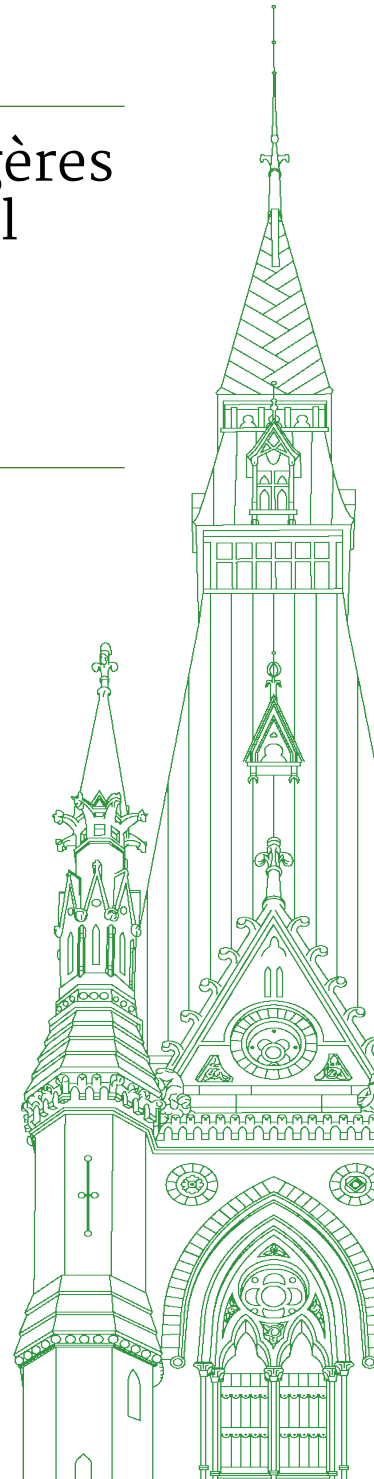
TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 037**

Le mardi 2 juin 2026

---

Président : Ahmed Hussien





# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 2 juin 2026

• (1530)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Ahmed Hussen (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)):** Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 37<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et de la motion adoptée par notre comité le jeudi 12 février, le Comité commence son étude sur la situation sécuritaire dans les Balkans.

La réunion d'aujourd'hui se tient sous forme hybride, conformément au Règlement. Des membres sont ici en personne, et d'autres se joignent à nous à distance à l'aide de l'application Zoom.

J'aimerais accueillir nos témoins.

Nous accueillons quatre représentants du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement; Mme Jessica Blitt, ambassadrice du Canada en Croatie et Kosovo; Mme Michelle Cameron, ambassadrice du Canada en Serbie, Monténégro et Macédoine du Nord; Mme Gallit Dobner, directrice générale des affaires arctiques de l'Eurasie et de l'Europe; et M. François Lafrenière, ambassadeur du Canada en Hongrie, en Slovaquie et en Bosnie-Herzégovine. M. Lafrenière se joint à nous par vidéoconférence.

Vous aurez un maximum de cinq minutes chacun pour faire vos déclarations liminaires, puis nous passerons aux questions des membres du Comité.

J'inviterais maintenant Mme Dobner à faire sa déclaration liminaire; vous avez un maximum de cinq minutes.

Bienvenue et merci.

**Gallit Dobner (directrice générale des affaires arctiques, de l'Eurasie et de l'Europe, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement):** Monsieur le président et membres du Comité, merci de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui pour parler de la situation sécuritaire dans les Balkans.

Ma déclaration liminaire mettra l'accent sur trois points: premièrement, la situation sécuritaire; deuxièmement, le rôle de l'OTAN et de l'Union européenne; et troisièmement, la contribution du Canada à la paix et à la sécurité régionales.

Pour ce qui est de la sécurité, même s'il y a eu beaucoup de progrès, la structure des Balkans occidentaux demeure fragile. La région continue d'être touchée par des conflits ethniques non résolus, des institutions faibles, la corruption, le crime organisé et les influences externes malveillantes, surtout la Russie, qui cherchent à

exploiter les divisions et à ralentir l'intégration des Balkans à la région euro-atlantique.

Un élément qui demeure fragile est la relation entre le Kosovo et la Serbie. Le dialogue entre Belgrade et Priština, facilité par l'Union européenne, s'est essoufflé, et les tensions dans le nord du Kosovo ne sont toujours pas réglées. Même si la situation actuelle est assez calme, des incidents graves survenus au cours des dernières années, y compris, comme vous l'aurez remarqué, l'attaque de Banjska, montrent que la situation sécuritaire peut changer très rapidement.

En Serbie, les tensions internes ont augmenté au cours des 18 derniers mois. La tragédie de la gare de train de Novi Sad, survenue en novembre 2024 a déclenché un mouvement de manifestation soutenu, les manifestants réclamant la reddition de comptes, une gouvernance démocratique et la fin de la corruption. Tout cela est pertinent non seulement parce qu'il s'agit d'un enjeu national, mais aussi parce que l'instabilité peut affaiblir la résilience de la région.

[Français]

L'incapacité persistante du Kosovo à former un gouvernement stable, qui dure depuis désormais un an et demi, a entraîné une grave crise politique, marquée par des élections à répétition — la prochaine aura lieu le 7 juin — et un recours continu à des gouvernements intérimaires. Cette paralysie institutionnelle a accru les risques d'instabilité aux niveaux national et régional.

La Bosnie-Herzégovine reste l'État post-conflit le plus fragile de la région. L'Accord de paix de Dayton conclu il y a 30 ans demeure le fondement de la paix, de la souveraineté et du caractère multiethnique de la Bosnie-Herzégovine. Cependant, le pays est vulnérable à la rhétorique sécessionniste, aux tensions interethniques, à la paralysie institutionnelle et aux remises en cause de son ordre constitutionnel. La supervision internationale reste essentielle, notamment par l'intermédiaire du Haut Représentant et du Conseil de mise en œuvre de la paix, au sein duquel le Canada joue un rôle actif.

En revanche, l'Albanie reste un pôle de stabilité relatif dans la région.

La Macédoine du Nord reste globalement stable, mais son cheminement vers l'Union européenne continue d'être entravé par des différends avec la Bulgarie.

Le Monténégro reste le candidat à l'adhésion à l'Union européenne le plus avancé des Balkans occidentaux, mais il continue de faire face à des défis liés au crime organisé, à la corruption et à la sécurité publique.

• (1535)

[Traduction]

Pour ce qui est du rôle de l'OTAN et de l'Union européenne, ils sont tous deux indispensables à la stabilité régionale. L'OTAN fournit la structure sécuritaire la plus solide et la plus visible de la région. L'Albanie, le Monténégro et la Macédoine du Nord sont tous des alliés de l'OTAN. La Bosnie-Herzégovine et la Serbie sont des partenaires, et le Kosovo continue de vouloir s'intégrer à la région euro-atlantique, mais ses progrès sont irréguliers.

La mission de la Force pour le Kosovo de l'OTAN demeure essentielle pour maintenir un environnement sûr et sécuritaire au Kosovo et assurer la liberté de circulation de toutes les communautés. Elle compte actuellement environ 4 600 militaires de pays alliés et partenaires, et leur présence continue montre que tout n'est pas encore revenu à la normale.

L'Union européenne est tout aussi importante ici, à la fois en tant qu'acteur de la sécurité qu'en tant qu'ancrage principal et de longue date de la région pour élargir les réformes. Elle favorise la stabilité grâce à des engagements diplomatiques, à la médiation et à des instruments d'État de droit. Elle facilite le dialogue entre Belgrade et Pristina. Elle dirige la Force de l'Union européenne Althea en Bosnie-Herzégovine pour maintenir un environnement sûr et sécuritaire. Elle déploie aussi la mission d'État de droit EULEX, au Kosovo. Cela dit, les progrès lents et inégaux vers l'adhésion peuvent créer de la frustration et donner de la place aux acteurs qui souhaitent déstabiliser la région.

Enfin, pour ce qui est de la contribution du Canada, nos engagements envers les Balkans occidentaux ne datent pas d'hier, et je suis convaincue que tout le monde ici les connaît et les approuve. Le Canada a joué un rôle majeur dans la région durant et après les conflits des années 1990; 40 000 membres des Forces armées canadiennes ont servi en Bosnie-Herzégovine et dans la région en général, et 23 Canadiens ont perdu la vie en défendant la paix.

Aujourd'hui, le Canada continue à contribuer de façon concrète et ciblée. Au Kosovo, nous avons participé à la Force pour le Kosovo et soutenu le renforcement des capacités de défense au moyen de formations et de collaboration consultative. En Bosnie-Herzégovine, le Canada demeure actif par le truchement du Comité de direction du Conseil de la mise en œuvre de la paix, et nous soutenons, là-bas, des programmes axés sur l'État de droit, la gouvernance et la résilience face à l'ingérence étrangère. En Albanie, le Canada soutient la coopération en matière de défense et de sécurité par ses engagements avec l'OTAN, dans le cadre d'opérations de déminage et de réduction des stocks, et par des programmes généraux sur la professionnalisation du secteur public, la démocratie et la cybersécurité.

Voici le point central: les Balkans occidentaux sont plus stables que dans le passé, mais il ne faut pas tenir cette stabilité pour acquis. La région est encore aux prises avec des conflits politiques non résolus, une démocratie fragile, le crime organisé et l'ingérence étrangère. Il est essentiel que l'OTAN, l'Union européenne et des partenaires comme le Canada maintiennent leur engagement pour prévenir un retour en arrière, renforcer les institutions et établir une paix sûre et durable.

Merci beaucoup. Nous avons hâte de répondre à vos questions.

**Le président:** Merci de votre exposé.

Nous passons maintenant aux questions, et nous allons commencer par M. Michael Chong.

Vous avez six minutes, allez-y.

**L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC):** Merci, monsieur le président.

Merci à nos témoins de comparaître aujourd'hui.

Vous avez mentionné, dans votre déclaration liminaire, l'ingérence étrangère. Pourriez-vous nous en parler davantage et nous expliquer le rôle que pourraient jouer la Fédération russe ou la République populaire de Chine dans les activités d'ingérence étrangère?

Ensuite, pourriez-vous nous expliquer, en général, le rôle que ces deux États jouent dans la région?

**Gallit Dobner:** Pour ce qui est de l'ingérence étrangère, les Russes font dans les Balkans occidentaux tout ce qu'ils font ailleurs. Ils ont une stratégie. Cette stratégie inclut beaucoup de choses, de la désinformation jusqu'à toute la gamme des techniques hybrides. Ils se servent des mêmes tactiques et techniques dans les Balkans occidentaux qu'ailleurs. Évidemment, ils ne sont pas en faveur de l'intégration transatlantique et ne veulent pas que des pays comme les Balkans occidentaux adhèrent à l'Union européenne. Leurs objectifs sont assez clairs, et ils évoluent, comme eux; on connaît assez bien leurs tactiques.

Pour ce qui est du rôle que la Russie et la Chine jouent dans cette région, la Chine a évidemment des intérêts très clairs en matière de sécurité et d'économie, dans les Balkans occidentaux, comme partout dans le monde, et elle poursuit ses objectifs agressivement. On le voit assez clairement avec l'Initiative des nouvelles routes de la soie.

Pour ce qui est de la Russie, nous avons vu une dépendance à l'énergie russe s'installer, au fil du temps. Nous essayons de changer cela, en collaboration avec les Balkans occidentaux. Nous aimerions voir ce changement, et je pense que l'on peut compter sur un ferme engagement de leur part pour modifier cette dépendance dans la relation.

• (1540)

**L'hon. Michael Chong:** Pour ce qui est de la Russie, si je comprends bien, la Serbie dépend beaucoup du gaz et du pétrole russes. Pourriez-vous nous parler des mesures prises par le gouvernement et par d'autres pays occidentaux pour faire en sorte que la Serbie ne soit plus aussi dépendante du pétrole et du gaz russes?

**Gallit Dobner:** Je vais peut-être demander à ma collègue, l'ambassadrice du Canada en Serbie, de répondre à la question.

**Son Excellence Michelle Cameron (ambassadrice du Canada en Serbie, Monténégro et Macédoine du Nord, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement):** Il y a un an et demi, en janvier, la Serbie, le Canada et ses partenaires occidentaux ont vraiment déployé des efforts communs — encore plus maintenant, puisque tout le monde est beaucoup plus disposé à le faire — pour trouver des solutions de rechange à la dépendance au pétrole et au gaz russes, surtout depuis que les États-Unis ont imposé des sanctions contre Gazprom et Gazprom Neft, qui détiennent 56 % des entreprises pétrolières et gazières de la Serbie.

**L'hon. Michael Chong:** Le Canada envisage-t-il de mettre à profit les nouvelles installations de gaz naturel liquéfié qui vont bientôt être opérationnelles? On a entendu récemment aux nouvelles que l'Allemagne et le Canada avaient entamé des discussions.

**Michelle Cameron:** En toute franchise, il y a eu des discussions. Le problème, c'est qu'il faut expédier le gaz naturel liquéfié des ports jusqu'en Serbie. La Serbie travaille très fort et diligemment pour construire les infrastructures nécessaires, mais cela pourrait être un obstacle à l'ouverture d'un port méthanier et au transport vers la Serbie.

Nous avons parlé de plusieurs sortes d'énergies propres et vertes, de panneaux solaires, de Slice et un peu du gaz naturel liquéfié. Nous avons aussi mis la Serbie en relation avec l'industrie nucléaire du Canada. Nous examinons l'ampleur de tout cela. L'Union européenne envisage aussi des mesures plus temporaires et à moyen terme. Nous travaillons tous ensemble pour aider la Serbie à diminuer sa dépendance au pétrole et au gaz russes et à s'en affranchir, ce qui est franchement un levier dont on pourrait se servir.

**L'hon. Michael Chong:** Si je comprends bien, le Monténégro a accumulé une dette importante envers la République populaire de Chine en lien avec le développement de ses infrastructures. Pourriez-vous nous parler un peu de cela et des préoccupations du Canada à cet égard?

**Michelle Cameron:** Franchement, je pense que les préoccupations du Canada sont les mêmes que celles de l'Union européenne et du Monténégro lui-même. Le Monténégro, pour assurer sa croissance, a accumulé une dette importante envers la Chine. Je pense que, à la fin de 2024, 15 ou 16 % de sa dette avait été contractée auprès de la Chine. Si la Serbie a investi cet argent principalement dans des projets d'infrastructure, c'est afin de pouvoir adhérer plus rapidement à l'Union européenne.

**L'hon. Michael Chong:** Ces projets d'infrastructure font-ils partie de l'Initiative des nouvelles routes de la soie?

**Michelle Cameron:** Un peu, oui, la plupart d'entre eux. Il y a beaucoup de nuances dans ce dossier, mais oui, plus ou moins. Un grand nombre de ces projets d'infrastructure ont été attribués par concours. Ils ont été lancés par des banques de développement internationales, le gouvernement du Monténégro ou d'autres entités. Ils ont été remportés dans le cadre d'un concours.

**L'hon. Michael Chong:** Soupçonnez-vous que la République populaire de Chine a proposé un prix inférieur à ceux du marché pour remporter le contrat?

**Michelle Cameron:** Je ne connais pas le processus de soumission interne.

**L'hon. Michael Chong:** Quelles sont les préoccupations générales des pays membres de l'Union européenne, de l'Union européenne elle-même et du Canada concernant l'Initiative des nouvelles routes de la soie ou cette question du Monténégro et...

**Michelle Cameron:** Chaque fois que nous voyons qu'un pays doit de l'argent à un autre pays, nous sommes préoccupés. C'est un levier dont on peut se servir. Un pays peut s'en servir contre un autre pays, dans des secteurs qui ne s'alignent peut-être pas avec nos objectifs, ou dans un secteur qui n'est peut-être pas à notre avis dans l'intérêt supérieur de l'autre pays. C'est juste un exemple de plus.

**L'hon. Michael Chong:** Pour en revenir à la Fédération de Russie, je dirais que, au Canada, la menace venant de ce pays prend principalement, voire presque exclusivement, la forme de cam-

pagnes de désinformation. Le phénomène est aussi clairement présent dans les Balkans.

Madame Dobner, vous avez parlé d'un large éventail d'activités. Vous pourriez peut-être nous en dire un peu plus sur les autres activités d'ingérence étrangère de la Russie dans les pays baltes.

**Gallit Dobner:** Je tiens à préciser que je disais que la Russie avait une stratégie précise et qu'elle l'utilise à l'échelle du globe. C'est ce que nous avons vu.

Cela dépend du moment. Présentement, les Russes tirent parti de leur guerre illégale en Ukraine et utilisent des techniques hybrides pour riposter. Je ne crois pas que les Balkans ne sont pas touchés par ces activités.

• (1545)

**L'hon. Michael Chong:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci.

Nous avons ensuite Mme Vandenberg.

Vous avez six minutes.

**Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.):** Merci beaucoup d'être ici et merci de votre témoignage. Comme vous le savez peut-être, ce sujet m'intéresse tout particulièrement.

Je vais commencer par Mme Dobner.

Vous avez dit que, même si les choses sont relativement stables à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas tenir cette stabilité pour acquise. Je pense précisément au Kosovo et à la Bosnie. Je suis consciente que nous vivons à une époque de concurrence géopolitique croissante et de conflits dans une région qui est littéralement une ligne de fracture dans cette influence géopolitique, surtout avec l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie et l'escalade des agressions.

Vous avez parlé de nos gardiens de la paix — des gardiens de la paix civils — et de la démocratie. Historiquement, le Canada s'impliquait énormément, et, il y a environ 15 ou 20 ans, une décision a été prise. Alors que le Canada cherchait à déterminer les régions où il pourrait exercer la plus grande influence, géopolitiquement parlant, il a été décidé que cette région était en fait l'arrière-cour de l'Europe et que l'Europe pouvait s'en occuper. Nous sommes passés principalement des missions de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, à celles de l'Union européenne.

Le monde a changé. Aujourd'hui, nous envisageons une intégration euroatlantique beaucoup plus importante. Le premier ministre l'a dit clairement; nous voulons renforcer nos liens économiques et de sécurité avec l'Europe, mais nous n'avons pas de présence significative dans la région depuis une dizaine d'années. Cela tient en partie — vous avez mentionné l'OTAN — à l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, qui mène des missions sur le terrain dans toute la région. L'OSCE a des intervenants sur le terrain et met l'accent sur les enjeux liés à l'économie et à la sécurité, mais il n'y a pas de hauts dirigeants canadiens, parce que, d'après ce que j'ai compris, quand l'Organisation embauche des gens, elle verse les indemnités quotidiennes, mais c'est le pays d'origine de l'employé qui paye le salaire. Sauf erreur de ma part, depuis 18 ans, le Canada refuse de payer les salaires des personnes détachées auprès de l'OSCE. C'est-à-dire que la seule présence que nous avons, dans ces missions, c'est de jeunes stagiaires qui veulent acquérir de l'expérience ou des gens qui sont prêts à travailler bénévolement. D'autres pays, comme les États-Unis, essaient stratégiquement d'obtenir des postes au sein de l'OSCE dans des régions stratégiques, et le Canada n'est pas de la partie.

A-t-on discuté de la possibilité de revenir sur la décision de ne pas détacher de Canadiens auprès de l'OSCE et d'accepter de payer les salaires des Canadiens recrutés par l'OSCE?

**Gallit Dobner:** Merci à la députée de cette excellente question.

Comme on l'a dit, l'OSCE recrute le personnel de ses missions par l'entremise de contrats et de détachements. Les personnes détachées pour les missions de l'OSCE sur le terrain touchent alors à des indemnités quotidiennes qui couvrent les frais de logement et de repas. Quand les Canadiens postulent pour un détachement dans ces missions, le gouvernement du Canada leur dit clairement, le cas échéant, qu'il n'est pas en mesure de leur verser un salaire.

Il est important de souligner que le gouvernement du Canada n'a pas de programme de détachement qui lui permettrait d'affecter systématiquement du personnel à des organisations internationales comme l'OSCE. Cela se fait, et ce, de façon ponctuelle. Tout à fait, cette question a fait l'objet de discussions au ministère des Affaires étrangères — Affaires mondiales Canada — et on continue d'en discuter.

**Anita Vandenbeld:** Sommes-nous le seul pays à ne pas prendre en charge le salaire des personnes détachées?

**Gallit Dobner:** Désolée. Je vais devoir me renseigner pour répondre à votre question. L'OSCE n'est pas de mon ressort, mais je suis tout à fait disposée à obtenir une réponse auprès des responsables de notre ministère.

**Anita Vandenbeld:** Vous conviendrez que, comme il s'agit d'affectations non rémunérées pour lesquelles les gens touchent seulement des indemnités quotidiennes, il n'y a pas de hauts responsables canadiens, comme des chefs de mission ou des chefs de mission adjoints. Il n'y a pas eu de hauts dirigeants canadiens au sein de l'OSCE depuis 10 ans.

• (1550)

**Gallit Dobner:** Encore une fois, je vais devoir me renseigner pour répondre à votre question à deux volets. Je serai ravie de le faire.

**Anita Vandenbeld:** Merci.

Dans le même ordre d'idées, quand j'étais au Kosovo, il y avait un bureau canadien; il est maintenant fermé. Je sais que l'on parle depuis des années de nommer un représentant honoraire ou un en-

voyé, de créer un petit bureau — de faire quelque chose. Si vous regardez les autres pays — certainement les États-Unis —, ils ont une présence significative. Présentement, le Canada n'a aucune présence diplomatique.

Je me demande si l'on discute de la possibilité de nommer une sorte de représentant ou d'envoyé ou de créer un bureau au Kosovo.

**Gallit Dobner:** Il est important de souligner, ici, que le Canada est pleinement engagé en faveur de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Europe et dans les Balkans occidentaux. Historiquement, et nous en avons parlé aujourd'hui, le Canada a contribué de façon démesurée, en sang et en ressources, pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région. Nous restons très actifs à bien des égards.

Par exemple, le Canada est un des 11 membres du Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix responsable, de la Bosnie-Herzégovine. Nous menons plusieurs activités de renforcement des capacités militaires pour les pays de la région. Nous proposons des programmes visant à soutenir la gouvernance et l'État de droit au moyen d'un large éventail d'instruments que nous avons ici, à Ottawa, et dans les missions. Nous faisons vraiment tout notre possible.

En ce qui concerne la couverture du Kosovo, nous avons la chance d'avoir une ambassadrice extrêmement compétente qui s'occupe du Kosovo, mais depuis la Croatie. Présentement, nous n'avons pas une ambassade dans tous les pays. Nous devons gérer certains pays depuis d'autres capitales. Ces missions sont nos yeux et nos oreilles, et je sais que notre ambassadrice du Kosovo se rend régulièrement dans le pays, rend compte de la situation et représente le Canada.

**Le président:** Merci.

Nous avons ensuite M. Brunelle-Duceppe.

[Français]

Vous disposez de six minutes.

**Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ):** Merci, monsieur le président.

Madame Dobner, j'adore déjà votre titre: directrice générale des affaires arctiques, de l'Eurasie et de l'Europe. Je souhaite un jour avoir un titre aussi long. Vous avez quand même beaucoup de pain sur la planche avec ce travail-là.

Dans le cahier d'information présenté à Mme Anand lorsqu'elle a été nommée ministre des Affaires étrangères en 2025, il n'y avait aucune mention des Balkans occidentaux. En ce qui a trait à la politique étrangère canadienne, je ne sais pas à quel point, dans votre ministère, les Balkans sont une priorité. Il n'y en a aucune mention nulle part. C'est quand même une zone centrale par rapport à beaucoup de mouvements géopolitiques.

**Gallit Dobner:** C'est une bonne question.

[Traduction]

Pour commencer, comme je viens de le dire, le Canada soutient encore activement la paix, la stabilité et la sécurité dans les Balkans occidentaux. Nos priorités ont-elles changé depuis les années 1990 et le début des années 2000, quand la situation en matière de sécurité était plus critique dans la région? Oui.

Bien sûr, le Canada n'a pas des ressources illimitées, et nous avons concentré nos ressources au soutien du flanc oriental de l'Europe. Nous sommes présents actuellement, par exemple, en Lettonie, par le truchement de la Brigade multinationale de l'OTAN dans ce pays, et nous apportons un soutien à l'Ukraine, où nous jugeons que la situation est la plus critique.

Il ne fait aucun doute que le Canada offre moins de soutien qu'auparavant, mais la région a changé. Je dirais aussi que, étant donné les missions de l'OTAN et de l'Union européenne dans les Balkans occidentaux et le fait que les pays européens travaillent activement avec les pays des Balkans occidentaux candidats à l'adhésion à l'Union européenne, le Canada n'a probablement plus besoin de jouer un rôle aussi important que dans le passé.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je comprends très bien. Avec la situation géographique des pays des Balkans, avec tout ce qui se passe présentement avec des forces extérieures — nous avons parlé de la Russie et de la Chine — et dans le contexte où, géopolitiquement parlant, il y a des mouvements assez importants, j'aurais pensé que ça aurait fait partie des breffages importants pour la ministre. Par rapport au passé, vous me dites que la priorité et l'intérêt pour les Balkans ont changé. Est-ce exact?

• (1555)

[Traduction]

**Gallit Dobner:** Permettez-moi de répondre à la question. La ministre des Affaires étrangères est-elle tenue au courant de la situation dans les Balkans occidentaux? Tout à fait. Ce n'est pas parce que ces séances d'information ne figuraient pas dans le document auquel le député fait référence que l'on peut dire que la ministre n'est pas régulièrement informée de la situation dans les Balkans occidentaux.

Je peux certainement confirmer que la ministre en a été informée et que nous préparons de nombreux documents à son intention. Je tiens à vous assurer que le Canada s'intéresse évidemment à cette région et que nos dirigeants politiques reçoivent régulièrement des informations sur celle-ci.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Il y a aussi eu une reconnaissance assez rapide du Kosovo par le Canada, ce qui a été salué par plusieurs de nos alliés d'ailleurs.

Sur quoi le gouvernement du Canada s'est-il basé lorsque le temps de reconnaître le Kosovo comme pays est venu? Quels étaient les critères? Lorsqu'un gouvernement reconnaît un nouveau pays indépendant, ça prend nécessairement des critères. Quels étaient les critères pour reconnaître ce pays?

**Son Excellence Jessica Blitt (ambassadrice du Canada en Croatie et au Kosovo, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement):** Je serai heureuse de répondre à votre question.

Il est certain que, quand ça s'est passé, c'était dans un contexte vraiment important. C'était après la guerre, après l'intervention. Comme nous l'avons dit, le Canada était vraiment actif durant cette période. Nous avons reconnu l'importance de gérer le Kosovo dans son intégration euroatlantique. Nous comprenions qu'il était important que le Kosovo fasse partie de la communauté internationale, comme pays.

Nous avons aussi des liens importants avec le Kosovo, durant la guerre et après la guerre avec la venue des réfugiés. Nous avons vu que la démocratie qui commençait à ce moment-là allait continuer. C'était quelque chose que nous voulions gérer et soutenir.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je comprends, mais à part le fait que nous avons des liens avec le Kosovo et que nous trouvons ça important, il y a toujours bien une façon d'accéder à l'indépendance qui doit être légitimée par une reconnaissance du pays à l'international. Or, quand je parle de critères, je parle évidemment des moyens qu'a utilisés ce pays pour accéder à l'indépendance.

Lorsque vient le temps de reconnaître un pays à l'international, quels sont les critères que le Canada utilise pour reconnaître ce pays relativement aux moyens que ce pays a utilisés pour accéder à l'indépendance? Est-ce que vous comprenez ce que je dis?

[Traduction]

**Gallit Dobner:** Si vous me le permettez, ce n'est pas tous les jours que le Canada reconnaît un nouveau pays.

**Des voix:** Ha, ha!

**Gallit Dobner:** Je m'excuse, je ne dis pas cela pour me moquer. C'est une excellente question, mais nous n'avons pas de critères fixes. Je dirais que cela se fait au cas par cas, car chaque situation est unique et que cela dépend des circonstances.

Je ne pourrais pas vous donner une liste des critères qui sont...

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Quels sont les critères utilisés par le Canada lorsque vient le temps de reconnaître un nouveau pays?

Il n'y a personne, ici, qui peut répondre à ma question, malgré vos postes quand même assez importants.

**L'hon. Steven Guilbeault (Laurier—Sainte-Marie, Lib.):** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Je pense que nous avons des expertes sur cette région, celle des Balkans. Ce ne sont pas nécessairement des expertes sur la question liée à la façon de reconnaître un pays indépendant. Je pense que Mme Dobner l'a dit, à avoir que ce n'est pas tous les jours que ça se fait.

Je pense que c'est une question, de toute évidence, qui intéresse beaucoup mon collègue d'en face. Nous pouvons certainement essayer de trouver quelqu'un qui pourrait fournir des réponses à cette question, si les gens qui sont ici ne peuvent pas le faire.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur le président, je vais répondre au rappel au Règlement de mon collègue, que j'apprécie infiniment et qui nous donne beaucoup de temps durant la période des questions.

Lorsqu'on est ambassadrice ou ambassadeur dans une région donnée et qu'on est incapable de donner les critères qui ont mené à la reconnaissance du pays dans lequel on évolue, je trouve ça spécial, quand même. Ce qu'on me dit, c'est qu'on est incapable de répondre à ma question.

[Traduction]

**Le président:** Je vous ai laissé dépasser le temps alloué, mais nous allons donc passer au prochain intervenant.

Monsieur Aboultaif, allez-y, vous avez cinq minutes.

**Ziad Aboutaif (Edmonton Manning, PCC):** Bienvenue aux ambassadeurs.

Madame Cameron, je suis ravi de vous revoir, après 10 ans.

L'héritage du Canada dans la région remonte à l'époque où le major-général Lewis Mackenzie, en 1992-1993, était le premier commandant de la Force de protection des Nations unies. Cet héritage a conféré au Canada la lourde responsabilité de poursuivre ses activités dans la région et ses environs, même s'il y a plusieurs acteurs, comme la Russie, la Chine. Les Balkans ont toujours été une région où les conflits qui éclatent deviennent un problème, non seulement pour la région, mais aussi, bien sûr, pour le monde entier.

À votre avis, quelle est la différence entre la situation actuelle et celle d'il y a 10 ans?

Madame Cameron, vous pouvez peut-être répondre à la question.

• (1600)

**Michelle Cameron:** Vous avez raison, le Canada a un héritage important, dans cette région, qu'il s'agisse d'engagement militaire, de développement, d'aide humanitaire ou d'engagement politique. Le nombre de Canadiens d'origine serbe et de personnes originaires de la région qui sont au Canada, en est la preuve. Cela témoigne de nos activités d'ordre humanitaire.

Regardons notre engagement au fil des ans; comme l'a dit Mme Dobner, nos priorités ont changé. Nous ne nions pas notre histoire; nous en sommes fiers et la région en est fière, mais, parfois, il faut savoir où nous pouvons mettre à profit nos compétences clés. Cela ne veut pas dire que nous excluons les Balkans occidentaux, mais, quand nous voyons tous les défis géopolitiques de notre époque et à l'échelle du globe, nous continuons... par l'entremise de divers moyens, depuis une dizaine d'années. Si on regarde strictement les chiffres, on constate une réduction des troupes et des programmes, au cours des 10 dernières années où nous nous sommes engagés très stratégiquement...

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Pendant que je parlais et que je posais des questions tantôt, j'ai été distrait par des discussions du côté des députés libéraux. Je ne comprends pas, c'est la première fois que ça m'arrive à ce comité. Là, il y a des questions pour les témoins de la part d'un député du Parti conservateur, et ça se poursuit. Je trouve que c'est un peu un manque de respect envers les témoins.

À mes collègues libéraux, si vous voulez avoir des conversations entre vous, sortez de la salle. Ça fait deux tours de parole de suite. Si ça ne vous intéresse pas, sortez. Sinon, écoutez les témoins. Ils se sont déplacés pour nous aujourd'hui.

[Traduction]

**Le président:** Merci de l'avoir signalé. Je crois que les députés ont compris votre point.

**Michelle Cameron:** Je vais surtout parler de la Serbie, et ensuite je laisserai la parole à Mme Dobner, qui va ajouter quelque chose sur l'aspect régional.

Nous avons continué à offrir des programmes ciblés et spécifiques pour améliorer et encourager les droits de la personne et les réformes démocratiques dans la région. Nous avons prêté nos voix à l'Union européenne et aux autres pays occidentaux ayant d'autres

carottes et bâtons à utiliser dans la région. Notre défense de la cause a été très ciblée. Je pense que nous avons utilisé les outils de notre boîte à outils au moment de nous réorienter et d'établir d'autres priorités pour certaines de nos ressources. Ces 10 dernières années, nous avons vraiment utilisé des outils ciblés pour leur prêter main-forte dans leurs réformes démocratiques.

Peut-être que Mme Dobner souhaite ajouter quelque chose du point de vue de l'ensemble de la région.

**Gallit Dobner:** Si j'ai bien compris la question, vous cherchez entre autres à savoir comment la situation dans les Balkans occidentaux a évolué, ces 10 dernières années.

Nous avons vu des progrès considérables dans la région. C'est assez incroyable que trois des six pays des Balkans occidentaux soient maintenant membres de l'OTAN, et par conséquent, des alliés du Canada, et que bon nombre cherchent à adhérer à l'Union européenne. En réalité, les travaux de votre comité tombent à pic, car, cette semaine, se tiendra le sommet UE-Balkans occidentaux où il sera justement question de ce sujet. Le Monténégro a maintenant ouvert chacun de ses 27 chapitres pour adhérer à l'Union européenne, et en a clos sept, donc je pense que les progrès dans cette région sont indéniables.

Certaines parties de la région demeurent-elles fragiles? Oui. Y a-t-il toujours des défis en matière de corruption, de disputes entre ethnies et d'ingérence étrangère? Oui, oui et oui. Cependant, je ne pense pas que l'un ou l'autre de ces éléments contredirait le fait que les Balkans occidentaux ont connu des progrès considérables, ces 10 dernières années.

**Ziad Aboutaif:** J'ai une petite question.

Nous devons croire que la mémoire et les institutions de l'époque communiste jouent toujours un rôle dans l'instabilité de la région. Comment le Canada surveille-t-il cela, s'il le fait, et pensez-vous que cet effet est toujours d'actualité?

**Gallit Dobner:** Dans mes observations liminaires, j'ai parlé un peu de la faiblesse des institutions; et nous surveillons cela et nous en rendons compte. Je compte sur notre riche réseau d'ambassadeurs, dans toute la région, qui font régulièrement des rapports au quartier général pour nous tenir au courant de l'état des choses. Nous utilisons ensuite les différents leviers que nous avons, que ce soit sur le plan de la diplomatie — les discussions que nous avons à tous les niveaux — ou des programmes.

Nous avons des enveloppes budgétaires, pour nos programmes d'opérations de la paix, au quartier général. Nous avons des enveloppes budgétaires, pour nos missions — même si elles sont modestes —, qui sont utilisées de manière stratégique pour démarrer les projets, travailler avec la société civile en ce qui concerne la primauté du droit, la gouvernance, les droits de la personne et l'ingérence étrangère. Nous utilisons tous les leviers à notre disposition pour essayer de relever ces défis.

• (1605)

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur Guilbeault, vous avez cinq minutes.

[Français]

**L'hon. Steven Guilbeault:** Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup à nos invités d'être ici aujourd'hui pour parler de cette question concernant cette région importante.

Madame Dobner, si j'ai bien compris votre réponse à la question de mon collègue M. Chong tout à l'heure, on voit beaucoup d'influence russe dans la région. Je crois comprendre que cette influence s'exerce de différentes façons, notamment sur le plan culturel.

La première fois que j'ai été ministre du Patrimoine canadien, j'ai eu une conversation très intéressante avec le ministre de la Culture ukrainien. Il était très intéressé par ce qu'on appelait, à l'époque, le projet de loi C-10, qui est devenu le projet de loi C-11, Loi sur la diffusion continue en ligne. Il s'intéressait notamment au volet visant à obliger les géants du Web à mettre de l'avant le contenu culturel québécois et canadien. Il disait qu'il trouvait ça très intéressant, parce que le Canada faisait ça pour se protéger du géant américain et que lui, en Ukraine, devait composer avec deux géants: un géant américain, comme tout le monde sur la planète, et un géant russe de l'autre côté de la frontière.

Je me demande si l'une des contributions du Canada ne pourrait pas être de travailler avec certains de ces gouvernements pour leur faire part de notre expérience là-dessus et leur montrer comment se servir de ce genre de mécanisme comme une espèce de bouclier. Ça ne réglera certainement pas tous les problèmes de l'ingérence russe, mais ça pourrait en régler une partie, du moins.

[Traduction]

**Gallit Dobner:** Je tiens à remercier le député pour cette suggestion très intéressante. C'est une excellente recommandation, et ce n'est pas une chose à laquelle nous avons énormément réfléchi, mais nous allons absolument en tenir compte. Je remercie le député de cette suggestion précieuse.

[Français]

**L'hon. Steven Guilbeault:** Je pourrai parler à mon ami le ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes pour lui suggérer d'avoir une conversation avec vous à ce sujet.

À votre avis, est-ce qu'il y a d'autres choses qu'un pays comme le Canada pourrait faire pour tenter de contrer le rôle d'un pays comme la Russie dans cette région?

Je sais qu'il y a un travail qui se fait en ce qui concerne les institutions démocratiques, mais à votre avis, est-ce qu'il y a d'autres outils que nous pourrions ajouter dans cette boîte à outils que nous avons pour la région que vous représentez?

[Traduction]

**Gallit Dobner:** Permettez-moi de donner une première réponse. Je vais ensuite probablement demander à mes collègues, s'ils souhaitent ajouter quelque chose.

L'ambassadrice, Mme Cameron, a parlé tout à l'heure de la dépendance à l'énergie russe, qui est réelle et importante. Se réorienter prend du temps. Je pense que nos amis européens l'ont montré. Ils ont, comme par magie, cessé de dépendre de l'énergie russe, mais ce genre de choses prend du temps. Je me demande jusqu'à quel point nous pouvons collaborer avec les pays des Balkans occidentaux pour les aider à se libérer de leur dépendance, en ce qui concerne des choses comme l'énergie — une des premières choses qui me vient à l'esprit, mais ils dépendent également d'autres choses —, afin qu'ils puissent diversifier leurs sources et, concrètement, se mettre en position de choisir leurs alliés et leurs partenaires.

**Jessica Blitt:** Assez brièvement, je pense que la situation du Kosovo est intéressante à ce chapitre, car il a très fermement décidé de

favoriser la région euro-atlantique. Il ne laisse entrer ni la Russie ni la Chine, pour être honnête. Il a adopté les sanctions de l'Union européenne, malgré sa petite taille. Symboliquement, il s'est aligné sur les sanctions de l'Union européenne contre la Russie. Il s'est montré extrêmement favorable à l'Ukraine et a fait des choses très concrètes à ce chapitre, que ce soit en offrant des formations en déminage ou en soutenant les journalistes ukrainiens. Je trouve très intéressante la façon dont le Kosovo, malgré sa petite taille, s'est vraiment engagé et a montré sur qui il s'alignait.

**Michelle Cameron:** Pour trouver d'autres façons de combattre l'influence russe en Serbie, au Monténégro et en Macédoine du Nord, nous nous sommes intéressés aux domaines où la Russie jouait un rôle essentiel. Nous avons brièvement parlé d'essayer de les libérer de leur dépendance au pétrole et au gaz et nous avons également demandé aux établissements d'enseignement de dispenser une éducation civique contre la désinformation. Nous avons encouragé les entreprises à intégrer le secteur de l'énergie, le secteur des TI ou n'importe quel autre secteur où la Russie a une emprise.

Nous avons également lancé quelques campagnes d'éducation publique, en particulier sur la désinformation. La désinformation russe contient souvent une part de vérité. La Russie aime célébrer le fait que, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, elle a libéré Belgrade. Il lui arrive parfois de dire qu'elle a libéré la Serbie. Nous avons rapidement fait remarquer que ce sont d'abord et avant tout des troupes ukrainiennes qui ont libéré la Serbie.

En nous intéressant aux domaines où la Russie a une emprise, nous avons jusqu'à un certain point réussi à mobiliser des entreprises, des établissements d'enseignement ou des bureaux d'affaires publiques afin de défaire cette emprise et ensuite, bien entendu, d'amener la grande communauté occidentale à faire la même chose avec leurs atouts.

• (1610)

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons ensuite à M. Brunelle-Duceppe, qui aura deux minutes et demie.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame Blitt, j'ai juste un conseil amical pour vous. Lorsqu'on est ambassadrice dans un pays, il serait quand même, selon moi, logique de connaître les critères qu'on a utilisés pour reconnaître ce pays. Si vous êtes incapable de les dire ici, au Comité, c'est correct. J'aimerais quand même souligner qu'il serait important de les connaître, pas nécessairement lorsqu'un député du Bloc québécois vous demande de les nommer, mais lorsque vous faites votre travail à l'étranger. Il est toujours bien de connaître les critères qui ont mené à la reconnaissance d'un pays par le pays que vous représentez dans ce pays.

Cela dit, madame Dobner, quelles sont les entités les plus importantes en matière de désinformation qui sont maintenant présentes dans les Balkans?

On entend beaucoup d'histoires à ce sujet. On entend que des réseaux utilisent la désinformation à des fins purement politiques ou géopolitiques dans les Balkans. On parle beaucoup de la Chine et de la Russie, bien entendu. Est-ce que c'est quelque chose que vous voyez et que vous sentez? Est-ce que le Canada prend des mesures par rapport à la désinformation qui prévaut présentement dans les Balkans?

[Traduction]

**Gallit Dobner:** Je pense que nous avons déjà abordé la question des critères. Il serait impossible d'établir un ensemble fixe de critères, car chaque situation est unique.

En ce qui concerne l'ingérence étrangère...

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Excusez-moi. Est-ce que vous venez de nous dire qu'il n'y a pas de critères définis pour la reconnaissance d'un pays?

[Traduction]

**Gallit Dobner:** La réponse que j'ai déjà donnée à quelques reprises, c'est que nous n'avons pas une liste définie de critères. Pour ce qui est de reconnaître un nouvel État comme le Kosovo, ce serait déterminé au cas par cas.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Si je peux me permettre, ma question était: quels ont été les critères utilisés pour la reconnaissance du Kosovo? Je ne vous ai pas parlé de la reconnaissance en général, je vous ai parlé du Kosovo. C'est la question que j'ai posée. Quels ont été les critères utilisés par le Canada pour reconnaître l'indépendance du Kosovo?

[Traduction]

**Gallit Dobner:** Si l'honorable député souhaite des informations de nature historique, remontant à 20 ans, sur les délibérations à l'époque de la reconnaissance du Kosovo, je me ferai un plaisir d'aller chercher ces informations pour lui fournir une réponse par écrit.

**Le président:** Je pense que c'est un bon point.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Madame Dobner, je pense sincèrement que vous devriez être au courant de ce genre de choses, étant donné vos fonctions. Peut-être plus encore...

**L'hon. Steven Guilbeault:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Ce n'est pas hostile, ce que je dis.

[Traduction]

**Le président:** Le témoin a accepté de communiquer les facteurs qui ont amené le Canada à reconnaître le Kosovo. Le dernier commentaire n'était pas approprié, selon moi.

Quoi qu'il en soit, le temps est écoulé pour M. Brunelle-Duceppe.

Nous allons maintenant passer à Mme Rood.

Vous avez cinq minutes.

**Lianne Rood (Middlesex—London, PCC):** Merci beaucoup.

Merci beaucoup d'être ici, aujourd'hui.

Madame l'ambassadrice, la Chine a déjà fourni un financement considérable à la plupart des nations des Balkans occidentaux, par l'entremise de l'Initiative des nouvelles routes de soie, ce qui a donné à Pékin une influence politique et économique importante dans toute la région. Conformément à la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, qui décrit explicitement la Chine comme un acteur mondial perturbateur, et conformément aux évaluations du Service canadien du renseignement de sécurité, le SCRS, concernant les activités d'influence de la République populaire de Chine, quel plan pangouvernemental concret Affaires mondiales Canada met-il en œuvre pour contrer cette machination politique, économique et non transparente?

**Gallit Dobner:** Voilà une excellente question. C'est une question très compliquée.

Je dois admettre que je ne suis pas la directrice générale responsable de la Chine ou de l'Indo-Pacifique. D'autres experts de notre ministère pourraient probablement mieux répondre à une question sur la stratégie générale de la Chine.

• (1615)

**Le président:** Effectivement, mais je pense qu'une question sur l'influence et les activités chinoises dans cette région est appropriée.

**Gallit Dobner:** Je m'excuse. J'ai peut-être mal compris la question. Je pensais que c'était une question plus générale sur la stratégie économique de la Chine. Excusez-moi si j'ai mal compris la question.

**Lianne Rood:** Quel plan pangouvernemental Affaires mondiales Canada met-il en œuvre pour contrer cette machination politique et économique et non transparente? C'était la question.

**Gallit Dobner:** Excusez-moi. Voulez-vous dire dans les Balkans occidentaux?

**Lianne Rood:** Je veux dire dans la région Indo-Pacifique, dans les nations des Balkans occidentaux.

[Français]

**L'hon. Steven Guilbeault:** J'invoque le Règlement, monsieur le président.

[Traduction]

**Le président:** Pour être juste envers la députée, elle faisait référence aux commentaires du gouvernement sur la stratégie Indo-Pacifique en lien avec la Chine, et ensuite, elle a voulu savoir ce que les témoins pensaient des activités chinoises dans les Balkans occidentaux.

**Lianne Rood:** Effectivement, c'est bien cela.

**Le président:** D'accord. Je pense que c'est acceptable.

**Gallit Dobner:** Est-ce que la question, c'est: comment le gouvernement du Canada voit-il les activités de la Chine dans les Balkans occidentaux?

**Le président:** Oui, c'est bien cela.

**Gallit Dobner:** Merci de la clarification. Je vous remercie de délimiter la portée, ici.

Je pense que j'ai mentionné tout à l'heure que la Chine était active dans les Balkans occidentaux, tout comme dans le reste de la planète. Elle a, dans les Balkans occidentaux en particulier, des intérêts économiques considérables. Le Canada a des intérêts économiques à l'égard de la Chine, et nous collaborons avec elle, à certains égards. C'est certainement aux Balkans occidentaux de choisir de collaborer avec la Chine.

Historiquement, la Chine a pu fournir un financement de développement à certains pays, que d'autres pays n'ont pas pu leur fournir, donc il est important de réfléchir aux options que vous donnez aux Balkans occidentaux. Il est important pour nous de réfléchir à la manière dont nous pouvons les aider à diversifier leurs sources de financement, et c'est quelque chose que nous devons peaufiner.

**Lianne Rood:** Est-ce que nous nous coordonnons avec nos alliés de l'OTAN et est-ce que nous encourageons activement les solutions de rechange occidentales transparentes, de sorte à favoriser l'intégration euro-atlantique de tous les pays des Balkans?

**Gallit Dobner:** Voilà une excellente question.

Absolument. Comme nous l'avons déjà mentionné, trois pays des Balkans occidentaux sont déjà membres de l'OTAN, et deux ont conclu un partenariat avec l'OTAN. Nous avons vu des exercices militaires conjoints de la Serbie et de l'OTAN pour la première fois la semaine dernière seulement. Le Canada y a également joué un rôle.

Nous travaillons évidemment avec nos alliés de l'OTAN pour promouvoir l'intégration.

**Lianne Rood:** Les Balkans occidentaux se sont révélés être un vecteur important de l'ingérence hybride étrangère — en particulier, de la Russie — combinant les cyberopérations, la désinformation et l'exploitation des vulnérabilités des gouvernements locaux et des ethnies, ainsi que les activités des réseaux transnationaux du crime organisé, qui incorporent de plus en plus de capacités de cybercrime sophistiquées.

Dans quelle mesure le Canada évalue-t-il la région comme une base ou une plateforme pour les cyberattaques, les activités hybrides ou les entreprises criminelles susceptibles de menacer directement ou indirectement la sécurité nationale, l'infrastructure essentielle, les institutions démocratiques ou les intérêts économiques du Canada? Quelles initiatives en matière de renforcement des capacités diplomatiques, de partage de renseignements et de coopération entre forces de l'ordre les missions canadiennes dans les Balkans entreprennent-elles en coordination avec nos partenaires du Groupe des cinq pour renforcer la résilience dans la région et atténuer les risques de débordement pour le Canada?

**Gallit Dobner:** Il s'agit de grandes questions qu'il faut décortiquer.

**Lianne Rood:** Ce sont de grandes questions. Je manque de temps.

**Gallit Dobner:** Oui, la criminalité transnationale est un problème dans la région. Oui, l'ingérence étrangère est un problème dans la région. Oui, tout comme la cybersécurité.

Je reviendrais sur certains commentaires que j'ai faits plus tôt au sujet du renforcement des capacités du Canada et des programmes qu'il a mis en place. Que ce soit au moyen de la coopération et de la formation militaires, du Fonds canadien d'initiatives locales, qui est accessible par l'intermédiaire de nos missions, ou du financement de nos opérations de maintien de la paix, nous tentons d'intervenir

sur tous les fronts. Nous le faisons en partenariat avec d'autres pays de la région qui partagent les mêmes opinions. Je voudrais simplement attirer votre attention sur certains de ces programmes.

**Le président:** Merci. C'est parfait.

Nous allons maintenant passer à M. Clark.

Vous avez cinq minutes.

• (1620)

**Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie tous nos témoins d'être ici, cet après-midi. La discussion est très intéressante.

Madame Dobner, vous avez parlé dans votre déclaration préliminaire de la récente stabilité de la région, et c'est une excellente nouvelle. J'aimerais connaître la situation politique intérieure du Kosovo. Je crois que le pays tiendra dimanche sa troisième élection législative en moins d'un an, ce qui fait beaucoup. Je me demande si vous pouvez nous dire ce que vous en pensez et comment vous percevez la situation, là-bas.

Ma question s'adresse à quiconque est le mieux placé pour y répondre.

**Gallit Dobner:** Je céderai la parole à Mme Blitt, qui est certainement mieux placée que moi pour y répondre.

**Jessica Blitt:** Merci. J'y répondrai avec plaisir.

Ce dimanche se tiendra la troisième élection depuis février de l'année dernière. Les deux élections précédentes ont été libres et équitables. Elles ont été bien organisées. D'une certaine manière, cela montre que la démocratie fait son chemin.

Les institutions continuent de croître et de se renforcer. La communauté internationale, y compris le Canada, souhaiterait qu'une plus grande stabilité institutionnelle s'installe au Kosovo afin qu'il soit un partenaire stable sur qui l'on peut compter sur le terrain. Les processus électoraux se sont déroulés en toute conformité avec la Constitution du pays. Plusieurs affaires ont été portées devant la Cour constitutionnelle. La Cour constitutionnelle a rendu des décisions, dans un sens ou dans l'autre, ce qui a donné lieu à la prise de mesures.

Je suis plutôt du genre à voir le verre à moitié plein, ou du moins, j'essaie. Bien évidemment, le Kosovo a besoin d'un gouvernement stable pour pouvoir aller de l'avant en tant que pays et en tant que solide partenaire dans le cadre du dialogue Belgrade-Pristina, ce que nous souhaitons voir à l'égard de ses aspirations euro-atlantiques.

Le pays a suivi ses processus constitutionnels et électoraux. Nous espérons qu'il continuera à le faire. Nous espérons que les élections de cette fin de semaine seront réussies, et nous serons en mesure d'aller de l'avant à partir de là.

**Braedon Clark:** Merci beaucoup d'avoir répondu. C'était une excellente réponse.

Tous ici présents savent que la démocratie peut parfois être chaotique et imprévisible, et c'est normal. Cela témoigne aussi d'une certaine résilience, alors je comprends.

Madame Dobner, vous avez également mentionné que la présence de réseaux du crime organisé dans la région a de toute évidence un effet pernicieux sur la région en général.

Je me pose une question. À votre avis, ces groupes sont-ils strictement des acteurs non étatiques, ou entretiennent-ils des liens avec des États étrangers, qui auraient recours à ces organisations criminelles pour exercer une autre forme d'ingérence?

**Gallit Dobner:** Pardonnez-moi. Vous voulez dire des États étrangers à l'extérieur de...

**Braedon Clark:** Je veux dire à l'extérieur de la région.

**Gallit Dobner:** D'accord, à l'extérieur de la région.

**Braedon Clark:** Oui, ou à l'intérieur, s'il y en a.

**Gallit Dobner:** Je ne suis pas certaine de pouvoir fournir des détails aussi précis de mon point de vue, mais, bien entendu, le crime organisé prospère lorsque les institutions s'affaiblissent. J'ai parlé plus tôt de corruption, ce qui n'est pas rare dans la région. Dans la mesure où il y a de la corruption, on constate que certains aspects de l'État peuvent être capturés, je présume, mais je ne serais pas en mesure de répondre de manière détaillée à cette question.

**Braedon Clark:** Vous avez parlé de l'adhésion des États de la région à l'OTAN ainsi qu'à l'Union européenne. Comme vous le savez tous très bien, lorsqu'on regarde la carte de l'Europe et des pays membres de l'Union européenne, on constate qu'il y a essentiellement une zone vide qui couvre la région, même si les pays en sont à des étapes différentes du processus.

J'aimerais savoir si vous pouvez, pour la minute qui reste environ — et je sais que je vous mets sur la sellette, qu'il est difficile de donner une réponse en si peu de temps —, nous dire ce que vous constatez en gros au sujet des progrès réalisés à l'égard de l'adhésion à l'Union européenne dans la région et ce que cela vous indique de manière générale au sujet de la stabilité de la région.

**Gallit Dobner:** Voulez-vous savoir où nous en sommes par rapport à l'adhésion à l'Union européenne?

**Braedon Clark:** Oui.

**Gallit Dobner:** Il va sans dire que le Monténégro est susceptible d'être le prochain pays à devenir membre. Comme je l'ai mentionné plus tôt, il a ouvert tous ces chapitres et en a déjà refermé certains, ce qui est très encourageant. Le fait que le président du Conseil européen soit en ville cette semaine et participe à un sommet avec les dirigeants des Balkans montre très clairement que l'Union européenne s'engage à procéder à l'adhésion des pays des Balkans. La situation est très encourageante.

Certains pays de la région ont encore beaucoup de chemin à faire et doivent résoudre certains conflits internes ainsi que certaines situations liées à la sécurité avant qu'ils puissent devenir membres de l'Union européenne, mais le Canada joue un rôle important grâce à certains programmes dont j'ai parlé plus tôt, et contribue ainsi à la démocratie, aux droits de la personne et à la primauté du droit. Il s'agit là d'aspects importants de l'adhésion. Dans l'ensemble, nous sommes optimistes.

• (1625)

**Braedon Clark:** Merci.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je tiens à remercier les témoins d'être venus, d'avoir présenté leurs déclarations et d'avoir répondu à toutes nos questions.

Nous allons maintenant suspendre la séance brièvement pour nous préparer au prochain groupe de témoins.

• (1625)

(Pause)

• (1630)

**Le président:** Nous reprenons nos travaux.

Avant de présenter nos témoins, j'aimerais régler certains points à l'ordre du jour afin que nous puissions passer au groupe de témoins.

Premièrement, le Sous-comité des droits internationaux de la personne dispose d'un budget de 11 700 \$ pour mener son étude sur la situation actuelle des droits de la personne des enfants à l'échelle mondiale. Le montant a été distribué à tous les membres.

Le Comité souhaite-t-il adopter ce budget?

**Des députés:** D'accord.

**Le président:** Deuxièmement, le Comité doit examiner deux budgets: le budget de 10 850 \$ destiné à l'étude sur la situation sécuritaire dans les Balkans et le budget supplémentaire de 1 000 \$ destiné à l'étude du projet de loi C-219.

Le Comité souhaite-t-il adopter ces budgets?

**Des députés:** D'accord.

**Le président:** Enfin, j'aimerais informer les députés que nous travaillons toujours à l'organisation d'une rencontre informelle avec le Président du Parlement du Groenland, le 9 juin à 9 heures. Une confirmation sera envoyée par courriel par le greffier dès que ces informations seront confirmées.

Entretemps, les députés autorisent-ils le greffier à engager les dépenses liées à l'accueil et à la logistique qui sont nécessaires au bon déroulement de cette rencontre avec le Président du Parlement du Groenland?

**Des députés:** D'accord.

**Le président:** J'aimerais maintenant accueillir notre deuxième groupe de témoins.

Nous accueillons Mme Maria Berishaj-Sylejmani, une spécialiste de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale, qui se joint à nous par vidéoconférence. Nous recevons Mme Valerie Percival, professeure, à la Norman Paterson School of International Affairs, de l'Université Carleton. Nous avons également Mme Krenare Recaj, une candidate au doctorat de l'Université Carleton.

Vous avez jusqu'à cinq minutes pour présenter vos déclarations préliminaires, après quoi nous allons passer à la période des questions.

J'invite maintenant Mme Percival à présenter sa déclaration préliminaire d'une durée maximale de cinq minutes.

• (1635)

**Valerie Percival (professeure, Norman Paterson School of International Affairs, Carleton University, à titre personnel):** Merci beaucoup.

Monsieur le président et chers membres du Comité, je suis très reconnaissante d'avoir été invitée à venir vous parler aujourd'hui de la situation sécuritaire dans les Balkans. Je vais adopter une approche un peu plus historique, mais j'ai trouvé très intéressantes les questions qui ont été posées, et j'aborderai avec plaisir des préoccupations plus contemporaines.

Carrefours névralgiques entre l'Est et l'Ouest, les Balkans ont toujours servi de baromètre de la paix et de la sécurité dans le monde. Qu'il soit question de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, qui a déclenché la Première Guerre mondiale, ou des guerres qui ont mené à la dissolution de la Yougoslavie et ont coûté la vie à des dizaines de milliers de civils, les grandes transitions géopolitiques se reflètent clairement dans l'histoire de la région des Balkans, qui nous rappelle qu'il est beaucoup moins coûteux de prévenir les conflits que de faire la guerre et que des événements qui surviennent à des milliers de kilomètres de distance peuvent avoir de profondes répercussions sur le Canada.

Nous vivons actuellement une autre de ces grandes transitions géopolitiques. Le nombre de conflits dans le monde n'a jamais été aussi élevé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La structure de l'ordre international libéral, longtemps soutenue par les États-Unis, est mise à rude épreuve et risque de s'effondrer.

La politique étrangère canadienne cherche encore ses repères dans ce contexte en pleine évolution. Le gouvernement a déclaré qu'il avait pour objectif de bâtir un Canada fort en élargissant les marchés d'exportation et en renforçant ses capacités militaires, mais nous ne pouvons pas assurer notre sécurité dans un monde plus divisé et plus violent par le seul recours aux mesures militaires. Bien que le premier ministre ait parlé d'une collaboration à établir avec d'autres puissances moyennes en vue de mettre en place de nouveaux mécanismes visant à renforcer notre sécurité économique, il n'a pas indiqué clairement ce que cela représente pour notre politique étrangère dans des régions comme les Balkans.

Au début de ma carrière, j'ai travaillé au Kosovo, tout d'abord pour le gouvernement canadien et plus tard en tant que directrice du bureau de l'International Crisis Group, à Pristina. À cette époque, le Canada s'était surpassé à l'échelle internationale, en contribuant de manière considérable au maintien de la stabilité et de la paix dans la région.

En cette période d'incertitude et de bouleversements à l'échelle mondiale, je réfléchis à la politique étrangère canadienne et à ce que nous pouvons apprendre de cette ère d'engagement. Que peut nous apprendre notre expérience sur la façon de défendre nos intérêts dans un monde complexe? Aujourd'hui, je vous ferai part de certaines de ces réflexions afin de mettre en lumière trois leçons que le Canada peut tirer de ses réussites et de ses erreurs dans les Balkans.

Premièrement, la politique étrangère canadienne est à son meilleur lorsque le gouvernement lui donne une orientation ou une raison d'être claire, ce que j'appelle une « boussole de politique étrangère ». Cette boussole ne devrait pas seulement refléter les valeurs et les intérêts du Canada. Elle doit également renforcer notre réputation en tant que pays qui contribue à la paix et à la stabilité, tout en demeurant réaliste au sujet de la valeur ajoutée par le Canada en tant que puissance moyenne.

Durant les conflits dans les Balkans, notre boussole de politique étrangère était le programme de sécurité humaine, axé sur la protection des civils. Cette boussole a permis au Canada de s'adapter rapidement à l'évolution rapide de la situation sur le terrain, dans un contexte où nos objectifs de protection des droits de la personne et de promotion de la sécurité pouvaient parfois sembler contradictoires. Même si nous devons adapter cette boussole aux nouvelles réalités géopolitiques, nous ne devons pas perdre de vue ce que nous pouvons apporter et les principes que nous suivons.

Deuxièmement, les contributions du Canada à la paix et à la stabilité à des endroits comme la Bosnie et le Kosovo peuvent avoir un effet d'entraînement, ce qui élève notre statut à l'échelle mondiale et sert nos objectifs les plus vastes en matière de politique étrangère. Cependant, le Canada doit obtenir des résultats concrets plutôt que de faire des promesses rhétoriques. Le Canada a déployé dans la région un large éventail d'outils de politique étrangère coordonnés et complémentaires. Cette approche intégrée comprenait des ressources diplomatiques, des groupes de maintien de la paix, des services policiers, des experts civils et le déboursement rapide de fonds d'aide au développement et visait à favoriser la sécurité ainsi que le redressement social et économique.

En tenant compte de nos limites en tant que puissance moyenne, nous avons travaillé avec des institutions régionales et internationales comme l'OTAN, l'OSCE et les Nations unies, tout en soutenant le rôle crucial joué par l'Union européenne en tant que principale garante de la prospérité et de la stabilité économiques. Étant donné qu'il est beaucoup moins coûteux de prévenir les conflits que d'y réagir, nous avons également soutenu la recherche et la promotion de la bonne gouvernance, de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix.

Troisièmement, il ne suffit pas d'adopter une approche axée uniquement sur la sécurité pour gérer des crises mondiales complexes. Les approches en matière de sécurité nationale se concentrent sur les conséquences plutôt que sur les causes profondes des conflits et sous-estiment souvent l'importance stratégique de la protection des civils, de la diplomatie experte ainsi que de l'aide au développement et de l'aide humanitaire.

Dans les Balkans, le Canada n'a pas hésité à utiliser ses ressources militaires, en déployant environ 40 000 militaires dans la région au cours de son engagement. Ces déploiements ont renforcé nos forces armées en leur permettant d'acquérir une expérience essentielle sur le terrain. Fait plus important encore, toutefois, l'armée n'était pas la seule à faire partie du processus décisionnel. Le déploiement de ressources militaires n'était qu'un moyen parmi tant d'autres dont disposait le Canada dans sa boîte à outils de politique étrangère.

• (1640)

Qu'est-ce que cela signifie pour la capacité du Canada de contribuer à la paix fragile dans les Balkans aujourd'hui? Lorsque nous faisons la promotion de l'objectif de politique étrangère « Un Canada fort », nous devons être parfaitement conscients du fait que notre propre sécurité repose sur notre capacité de contribuer à un monde plus stable et plus pacifique dans les Balkans et ailleurs.

Bien que la sécurité dans les Balkans relève principalement de nos partenaires européens, nous pouvons et devons fournir notre appui là où les besoins se font sentir. Nous ne pouvons nous contenter de nous asseoir à la table. Nous pouvons proposer un programme clair et cohérent. En fin de compte, nous devons tirer les leçons des Balkans pour mieux nous orienter dans un paysage mondial de plus en plus complexe et marqué par les conflits.

Je serai heureuse de répondre à vos questions. Merci.

**Le président:** Merci de votre déclaration.

Krenare Recaj, je vous invite maintenant à présenter votre déclaration liminaire.

**Krenare Recaj (candidate au doctorat, Carleton University, à titre personnel):** Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs, de m'avoir invitée à prendre la parole.

Je m'appelle Krenare Recaj et je suis candidate au doctorat à l'Université Carleton ainsi que chercheuse associée au Bill Graham Centre de l'Université de Toronto.

Aujourd'hui, je discuterai de ce que de nombreux experts et moi avons reconnu comme étant l'une des préoccupations de sécurité les plus importantes dans les Balkans: l'absence de normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie. Je démontrerai les lacunes de l'approche actuelle de l'Occident à l'égard de ce problème et conclurai par des recommandations concernant le rôle à assumer pour le Canada.

Depuis 2013, les gouvernements de la Serbie et du Kosovo se sont engagés dans des pourparlers, pour lesquels l'Union européenne a joué un rôle de médiation et qui ont été soutenus par les États-Unis, qui ont débouché sur ce que l'on connaît officiellement comme l'Accord de Bruxelles. Cet accord lie le processus d'intégration euro-atlantique des deux pays à la normalisation de leurs relations. La pression en faveur de cette normalisation s'est accrue depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les dirigeants occidentaux cherchant à prévenir l'émergence d'une autre poudrière en Europe. L'aspect le plus problématique de cette pression renouvelée en faveur de la normalisation entre ces deux pays est la mesure dans laquelle les acteurs occidentaux ont accommodé le gouvernement du président Vučić, le traitant comme le garant de la stabilité régionale.

En prenant l'attaque terroriste de Banjska en 2023 comme exemple, je soutiens que cette approche — qui consiste à subordonner l'avenir européen du Kosovo à la normalisation avec la Serbie — ne produit pas de stabilité. Elle produit en fait le contraire, tout en liant injustement l'avenir des citoyens du Kosovo à la coopération d'un gouvernement qui continue de perpétuer des mythes nationalistes dangereux et d'attiser les tensions.

Pour bien comprendre cet exemple, il est nécessaire de mettre les choses en contexte. L'approche de la Serbie à l'égard du Kosovo est façonnée par une mythologie nationaliste enracinée dans une histoire de longue date, qui a été instrumentalisée pour justifier la violence contre les Albanais, de façon particulièrement dévastatrice sous Milošević dans les années 1990. Fait crucial, comme les experts l'ont souligné, cette mythologie continue d'être entretenue aujourd'hui par le gouvernement Vučić.

En septembre 2023, plus d'une vingtaine d'activistes nationalistes serbes lourdement armés ont attaqué des policiers kosovars dans le Nord du Kosovo, en tuant un. Bien que la Serbie ait nié toute participation à cet incident et qu'elle continue de la nier à ce jour, le gouvernement a déclaré un jour de deuil national pour les trois assaillants tués. Des médias serbes alignés sur les positions de l'État les ont décrits comme des martyrs, invoquant explicitement une rhétorique anti-albanaise et les mythologies nationalistes. La réponse du gouvernement et des médias alignés sur les positions de l'État illustre la perpétuation d'une rhétorique nationaliste visant les Albanais et la méfiance envers la communauté internationale.

À la suite de cet incident, les États-Unis ont condamné la violence de façon générale, mais ont appelé, de manière équivalente, les deux parties à s'abstenir de tout geste susceptible d'attiser les tensions. Ce faisant, ils ont créé une fausse équivalence. Certes, le langage employé par l'Union européenne était plus ferme, une réso-

lution indiquant clairement que les autorités serbes avaient joué un rôle majeur et dénonçant l'utilisation de l'attaque pour alimenter l'hostilité envers les Albanais du Kosovo. Toutefois, rien de tout cela ne s'est traduit par un changement de politique. Le cadre liant l'avenir du Kosovo à la normalisation avec Belgrade est demeuré intact.

Parallèlement, le Kosovo est demeuré historiquement l'un des pays du monde les plus pro-occidentaux au monde. Bien que cela soit toujours le cas, il y a une frustration croissante au sein du gouvernement du Kosovo et parmi ses citoyens à l'endroit de l'Union européenne et des États-Unis. Il importe de souligner que cette frustration ne s'est, pour l'essentiel, pas dirigée contre le Canada, qui est demeuré largement en marge de la question de la normalisation entre la Serbie et le Kosovo.

Cela m'amène à mes deux recommandations.

Premièrement, le Canada devrait utiliser sa voix au sein de l'O-TAN et des tribunes multilatérales pour plaider en faveur d'une dissociation entre l'intégration euro-atlantique du Kosovo et la normalisation avec la Serbie. Les citoyens kosovars, dont la grande majorité aspire simplement à la sécurité, à des débouchés économiques et à la participation au sein de la communauté internationale, ne devraient pas voir leur avenir dépendre de la coopération d'un gouvernement qui glorifie ceux qui les attaquent.

Deuxièmement, le Canada devrait tirer parti du capital de sympathie dont il jouit déjà auprès du gouvernement et de la population du Kosovo et prendre des mesures concrètes pour accroître son influence et sa présence dans la région, afin d'être en position de jouer un rôle plus important et plus constructif.

Je n'ai plus le temps d'aborder les mesures concrètes, mais je serai heureuse d'y revenir pendant la période de questions.

• (1645)

**Le président:** Merci beaucoup.

J'invite maintenant Mme Berishaj-Sylejmani à présenter une déclaration liminaire.

**Maria Berishaj-Sylejmani (spécialiste de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale, à titre personnel):** Merci beaucoup, monsieur le président, et merci à tout le monde de m'avoir invitée à prendre la parole aujourd'hui.

Je m'appelle Maria Berishaj-Sylejmani et je suis spécialiste de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale. Je travaille depuis plus de 15 ans sur la question des femmes, de la paix et de la sécurité. Je suis également membre du conseil d'administration du Kosovo Women's Network, la principale organisation-cadre d'ONG féminines du Kosovo.

Parmi les autres enjeux que j'ai mentionnés, qui sont très importants et qui sont associés à la sécurité, j'aimerais aujourd'hui discuter de la mise en œuvre du Programme sur les femmes, la paix et la sécurité au Kosovo et expliquer pourquoi il demeure pertinent à ce jour.

Les guerres dans les Balkans occidentaux pendant les années 1990, dont celles au Kosovo, ont causé d'immenses souffrances humaines et eu une incidence profonde sur les femmes et les filles. Bien que les femmes aient été touchées de manière disproportionnée par le conflit, elles ont également joué un rôle essentiel pour soutenir leurs communautés, rebâtir des liens et contribuer à la paix et au rétablissement de la situation dans l'ensemble de la région; pourtant, elles étaient largement absentes des négociations de paix officielles et des processus décisionnels postérieurs au conflit. Cette exclusion est précisément ce que la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies cherche à corriger. Elle y répond en mettant l'accent sur la participation, la protection, la prévention et le relèvement, qui constituent les quatre piliers de la résolution.

Plus de 20 ans, plus tard, le Kosovo a réalisé d'importants progrès dans de nombreux domaines, comme les intervenants précédents nous l'ont dit, mais il subsiste des défis majeurs de mise en œuvre concernant la Résolution 1325. Les femmes au Kosovo non seulement soutiennent ce programme par l'entremise des institutions; elles le vivent tous les jours. Elles l'ont également vécu pendant la guerre et après celle-ci. Grâce à la médiation communautaire, au soutien offert aux survivants, au dialogue entre les communautés et au renforcement des capacités à l'échelle locale, elles continuent de contribuer à la stabilité et à la cohésion sociale.

Le Kosovo prépare actuellement le nouveau programme concernant l'égalité des genres. Il est important de souligner que les « femmes, la paix et la sécurité » sont l'un des principaux piliers — le troisième — de ce nouveau programme.

De plus, des organisations de la société civile, en particulier des organisations dirigées par des femmes, ont joué un rôle central dans la défense de ces avancées, la prestation de services et la promotion de la responsabilisation. Des progrès importants ont également été réalisés en matière de reconnaissance des survivants de violences sexuelles liées au conflit, qui ont désormais accès à une reconnaissance juridique et à un soutien institutionnel.

J'ai mentionné quelques progrès, mais de nombreux problèmes persistent. Nous avons besoin d'investissements continus pour maintenir la paix dans cette région du monde, dans nos Balkans. Le Kosovo et l'ensemble de la région continuent de faire face à des défis liés aux griefs non résolus issus de la guerre, à une justice encore incomplète pour les victimes et à une méfiance persistante entre les différentes communautés au Kosovo. Par « communautés », j'entends la majorité albanaise, la minorité serbe ainsi que d'autres communautés ethniques, notamment les communautés bosniaque, rom et ashkali.

Les Balkans occidentaux sont également confrontés à des défis liés à la désinformation et à l'ingérence étrangère. Cela a déjà été mentionné. Des facteurs externes exploitent souvent les divisions existantes, amplifient la méfiance et minent la confiance envers les institutions démocratiques. Cela rend d'autant plus essentielles des institutions résilientes et inclusives au Kosovo. Dans ce contexte, le Programme sur les femmes, la paix et la sécurité ne relève pas uniquement de l'égalité des genres; il concerne la stabilité au Kosovo et dans l'ensemble de la région. Il concerne la cohésion sociale. Il concerne la gouvernance démocratique au Kosovo.

Malgré les progrès en matière de politiques, les femmes au Kosovo demeurent sous-représentées dans les institutions décisionnelles. Puisque je parle des femmes, de la paix et de la sécurité, je vais mentionner la participation des femmes au sein des forces de

sécurité, qui n'est que d'environ 15 %. Dans le service policier kosovar, les femmes ne représentent qu'environ 10 %. Nous ne sommes toujours pas au pourcentage visé. La loi sur l'égalité des genres prévoit une participation paritaire, soit 50-50, dans tous les domaines décisionnels.

On constate un autre écart notable dans la participation limitée et inégale des femmes au dialogue entre le Kosovo et la Serbie, comme cela a été mentionné. Il s'agit de notre seule plateforme.

La plateforme de collaboration et de communication avec la Serbie la plus importante est, pour l'instant, celle facilitée par l'Union européenne. Si ce processus est mené et appliqué de manière adéquate, il influera directement sur l'établissement d'une paix durable au Kosovo.

● (1650)

Une autre préoccupation qu'il est très important de souligner est la réduction progressive et la fragmentation du financement international consacré au Programme sur les femmes, la paix et la sécurité. Il convient également de noter que ce phénomène touche non seulement ce programme, mais l'ensemble des enjeux liés aux droits de la personne et à l'autonomisation des femmes, et qu'il se manifeste non seulement par une diminution des fonds, mais aussi par la montée des discours antigénres et par des reculs dans le domaine des droits de la personne et de l'égalité des genres.

Dans ce domaine, le Canada peut poursuivre et accroître sa participation et sa mobilisation concrètes. Le Canada a été un fervent défenseur des femmes, de la paix et de la sécurité à l'échelle mondiale. Le soutien continu offert aux organisations de la société civile féminines, au développement d'un leadership féminin et à la participation des femmes aux processus de paix et de sécurité peuvent contribuer à renforcer le Kosovo. Le Canada peut également continuer de promouvoir l'inclusion significative des femmes dans les processus de dialogue et de prise de décisions et appuyer les efforts visant à renforcer la résilience contre la désinformation et la polarisation.

Pourquoi tout cela est-il important au-delà du Kosovo? Parce que la stabilité des Balkans occidentaux n'est pas une préoccupation régionale. Une région des Balkans stable signifie une Europe stable. L'expérience de la région démontre également que des processus de consolidation de la paix inclusifs renforcent les sociétés et contribuent à prévenir de futures instabilités. Dans l'ensemble des Balkans occidentaux...

**Le président:** Merci. Je dois vous arrêter, malheureusement, parce que nous avons largement dépassé le temps.

**Maria Berishaj-Sylejmani:** Bien sûr.

**Le président:** J'espère que vous pourrez aborder certains des points supplémentaires pendant la période de questions.

Nous allons maintenant passer aux questions, en commençant par M. Michael Chong.

Vous avez six minutes.

**L'hon. Michael Chong:** Merci, monsieur le président.

Certains de nos témoins ont évoqué la nécessité de prendre des mesures concrètes pour renforcer notre présence dans la région et ont parlé de résultats tangibles en matière d'actifs diplomatiques. J'aimerais poser une question au sujet de nos ambassades et de nos consulats.

Je sais que nous avons des ambassades en Croatie et en Serbie, et nous avons des consulats en Macédoine du Nord et en Albanie. Cependant, nous n'avons aucune présence au Monténégro ni au Kosovo. Il me semble que parmi les six États des Balkans occidentaux, le Monténégro est celui le plus près d'être admis dans l'Union européenne. Est-ce bien vrai? Cela indique que le gouvernement canadien devrait envisager d'ouvrir une ambassade au Monténégro, car je crois que nous disposons d'ambassades dans tous les autres États membres de l'Union européenne. Ma conclusion est-elle juste?

**Valerie Percival:** Oui, je dirais que c'est une conclusion juste.

• (1655)

**Krenare Recaj:** Je pense que c'est une conclusion juste. Je ne crois pas que cela empêche d'envisager également l'ouverture d'une ambassade au Kosovo. Nous sommes le seul pays du G7 qui n'a pas d'ambassade au Kosovo. Bien que je ne remettrais jamais en question l'ampleur du travail accompli par l'ambassadrice du Canada au Kosovo, qui a témoigné avant moi, il existe des limites quant à ce qu'il est possible de réaliser par l'entremise d'une ambassade conjointe sans la présence d'un ambassadeur résident.

**L'hon. Michael Chong:** Soit dit en passant, vous avez affirmé dans votre témoignage que le Canada devrait envisager le découplage des aspirations du Kosovo d'adhésion à l'Union européenne du processus de normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo. Cette recommandation repose-t-elle sur votre point de vue selon lequel le couplage de ces deux dossiers offre à l'une des parties un incitatif à s'ingérer dans les affaires de l'autre pour entraver son accession à l'Union européenne?

**Krenare Recaj:** C'est effectivement fondé sur cela, ainsi que sur l'histoire. Les cinq à dix dernières années ont montré que le gouvernement de la Serbie demeure intransigeant envers les communautés européennes et internationales, ainsi qu'envers le Kosovo lui-même. Cela signifie que nous restons engagés dans les mêmes discussions sans réaliser de progrès, et que le gouvernement serbe utilise cette situation comme prétexte pour maintenir une emprise sur ses relations avec le Kosovo.

**L'hon. Michael Chong:** Madame Percival, avez-vous également le même point de vue?

**Valerie Percival:** J'ai peut-être une perspective plus large. Je dirais que le Kosovo a le devoir, envers sa population serbe minoritaire, de garantir sa sécurité et sa protection. Le gouvernement actuel du premier ministre Kurti — que j'ai rencontré lorsqu'il a été libéré de prison il y a 20 ans — n'a pas rempli sa part des obligations en matière de protection des communautés serbes.

Toutefois, je me range également à l'avis de ma collègue: le rôle de la Serbie dans les ingérences au Kosovo est établi depuis longtemps, et le gouvernement serbe actuel a clairement poursuivi — voire peut-être accéléré — cette tradition.

**L'hon. Michael Chong:** Pourriez-vous nous parler un peu des dimensions de sécurité nationale et de défense concernant la Serbie, tant en lien avec l'OTAN qu'avec la Russie? Je comprends qu'il existe une certaine coopération militaire entre la Serbie et l'OTAN. Pourriez-vous nous en dire davantage à ce sujet, ainsi que sur l'éventuelle coopération militaire entre la Serbie et la Fédération russe?

**Krenare Recaj:** Dans le groupe de témoins précédent, il a été question d'un exercice récent de l'OTAN mené avec la Serbie. Tous ces efforts visent à encourager la Serbie à se tourner vers l'Occident plutôt que vers la Russie. Comme moi-même et d'autres experts l'avons souligné, la Serbie agit de manière très intentionnelle: elle

courtise les deux camps. Elle participe à ces exercices et dit ce qu'il faut dire aux pays occidentaux, mais elle maintient ses liens avec la Russie, notamment avec le pétrole russe. La rhétorique incessante du gouvernement, tout comme les sondages d'opinion montrent qu'elle continuera de courtiser la Russie.

Il existe des activités et une coopération avec l'Occident, mais je ne crois pas que cela reflète un véritable repositionnement vers les pays occidentaux.

**Valerie Percival:** Ce n'est pas tout à fait mon domaine d'expertise, mais je soulignerais que l'un des effets indirects du conflit en Ukraine a été, selon moi, un affaiblissement général de la capacité de la Russie d'exercer son influence sur la Serbie. Cela crée une ouverture pour des pays comme le Canada.

**L'hon. Michael Chong:** Je dirais simplement qu'il y a plusieurs années, j'ai lu un livre de Tim Butcher intitulé *The Trigger*, qui rappelle à quel point l'histoire demeure très présente dans cette région du monde. C'est un élément qui mérite d'être souligné.

Je vous remercie de vos réponses.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je me tourne maintenant vers Mme Vandenberg.

Vous avez six minutes.

**Anita Vandenberg:** Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins. J'aurais aimé avoir plus de temps avec vous. J'ai des questions pour chacun d'entre vous, mais j'aimerais commencer par Mme Berishaj-Sylejmani.

Madame Berishaj-Sylejmani, je suis heureuse de vous revoir. Vous avez beaucoup évoqué les femmes, la paix et la sécurité, et nous savons que l'ex-Yougoslavie est un très bon exemple du pire comme du meilleur à ce sujet. Je citerais l'Accord de Dayton comme un exemple problématique. Aucune femme n'y avait participé, et une partie de l'instabilité actuelle en découle probablement. Je retiens ce que vous avez dit au sujet du dialogue entre la Serbie et le Kosovo et de l'absence de femmes dans ce processus... Nous ne voulons pas que l'histoire se répète.

Vous avez mentionné la nécessité d'investir davantage. L'une de vos recommandations était que le Canada renforce son soutien aux initiatives visant les femmes, la paix et la sécurité dans la région. Je sais que beaucoup de plateformes spontanées ont émergé, où des femmes de la Serbie, du Kosovo et de la Bosnie se sont réunies de leur propre initiative pour faciliter le dialogue, parfois de manière plus efficace que les processus officiels.

Pourriez-vous nous en dire davantage sur ce que le Canada pourrait faire pour appuyer ces efforts?

• (1700)

**Maria Berishaj-Sylejmani:** Merci, madame Vandenberg, de votre question. Je suis heureuse de vous revoir.

Vous posez une excellente question. Vous avez souligné, à juste titre, que même durant les années 1990, il y avait beaucoup de tensions ethniques, tout comme pendant la guerre, où les organisations de la société civile du Kosovo et de la Serbie n'ont jamais réellement cessé la collaboration et la participation. C'est ce qui a essentiellement permis de garder les ponts de la collaboration et de la communication ouverts entre les deux sociétés.

Vous avez affirmé à juste titre que nous devrions miser sur ces éléments et investir dans ceux-ci. C'est le premier point. Il s'agit du quatrième pilier de la résolution 1325, qui porte sur la prévention. Un investissement accru dans les discussions et les dialogues entre les organisations de la société civile du Kosovo et de la Serbie nous rapprocherait de la paix.

Par ailleurs, il est très important, comme je l'ai mentionné, que le Kosovo élabore un programme concernant l'égalité entre les sexes, et l'un des piliers sera la résolution 1325. Elle est très claire, comporte des objectifs, des échéanciers et des mesures à prendre. Lorsqu'on examine ce programme, il est essentiel que le pays sache clairement ce qu'il souhaite accomplir. Il s'agit, en somme, de définir les priorités du programme et de les soutenir, notamment en appuyant la participation des femmes dans le secteur de la sécurité, au sein des forces de sécurité et de la police, ainsi qu'en soutenant le dialogue entre les femmes kosovares, albanaises et serbes.

Nous devons également tenir compte — comme quelqu'un l'a à juste titre souligné plus tôt — de la nécessité de soutenir le dialogue entre les femmes des différentes communautés du Kosovo, car cela contribuerait à instaurer la paix, à renforcer la confiance et, à long terme, à bâtir une paix plus durable pour le Kosovo.

J'ajouterais un autre élément, puisque vous avez aussi demandé dans quels domaines il serait pertinent que le Canada investisse, en plus de ceux déjà mentionnés. En matière de lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère, les programmes d'éducation aux médias et le journalisme indépendant constituent deux programmes très importants dans lesquels le Canada peut investir. L'Association of Journalists of Kosovo et le réseau des femmes journalistes pourraient également être intégrés à ce soutien, puisqu'ils peuvent contribuer à contrer la désinformation et à renforcer la stabilité dans la région.

**Anita Vandenberg:** Merci beaucoup.

Il ne me reste pas beaucoup de temps.

Madame Percival, vous avez mentionné qu'il y a eu une époque où le Canada jouait dans la cour des grands, en particulier au Kosovo. Vous avez dit que cet engagement pouvait renforcer notre statut et prévenir les conflits. Pensez-vous que le Canada devrait en faire davantage dans la région, par exemple en ouvrant davantage de bureaux, en renforçant sa présence diplomatique ou en intensifiant son engagement auprès d'organisations multilatérales comme l'OSCE et d'autres? Selon vous, devons-nous en faire plus?

**Valerie Percival:** Je dirais que oui, nous devrions clairement en faire davantage. Une question a été soulevée au sujet des ambassades dans la région. Je pense que nous pourrions beaucoup apprendre de pays qui fonctionnent avec une présence plus légère.

Lorsqu'on ouvre une ambassade, les coûts sont très élevés. Nous pourrions adopter une empreinte plus restreinte tout en maintenant notre influence. Un exemple serait le détachement de personnel auprès de l'OSCE. Des questions ont été soulevées concernant la cybersécurité et d'autres formes de lutte contre l'ingérence étrangère. Ce sont tous des domaines dans lesquels le Canada possède une expertise considérable.

• (1705)

**Anita Vandenberg:** Merci.

Madame Recaj, vous avez mentionné qu'il y avait des mesures concrètes que le Canada pourrait prendre, mais vous avez manqué de temps pour en parler. Pourriez-vous nous les exposer?

**Krenare Recaj:** J'ai mentionné que le Canada était le seul pays ne disposant pas d'une ambassade, alors il s'agit là d'une mesure concrète.

Ma deuxième recommandation portait sur la nécessité de tirer parti du capital de sympathie existant et de renforcer la bonne volonté du gouvernement et des citoyens du Kosovo. Un exemple concret est la libéralisation des visas. Cela fait deux ans que l'UE a libéralisé les visas, et malgré quelques inconvénients mineurs, l'ensemble du processus a été un succès. Les problèmes anticipés ne se sont jamais concrétisés. Le Canada pourrait renforcer la bonne volonté à son égard et accroître son influence en procédant à la libéralisation des visas de l'UE.

De plus, comme vous et ma collègue Valerie Percival l'avez mentionné, nous devrions financer les détachements et veiller à ne pas être le seul pays parmi nos alliés à ne pas bénéficier du même statut dans des organisations comme l'OSCE.

**Le président:** Merci beaucoup.

Avant de céder la parole à M. Brunelle-Duceppe, je demanderai au vice-président Michael Chong de présider le reste de la réunion. Je dois retourner à la Chambre pour discuter d'un projet de loi d'initiative parlementaire que je parraine.

[Français]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour six minutes.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le vice-président.

J'espère que M. Hussen ne fera pas honte au Comité en prononçant sa déclaration à la Chambre des Communes.

Madame Percival, vous avez dit dans votre allocution d'ouverture que nous ne pouvions pas oublier nos principes dans le contexte géopolitique que nous connaissons actuellement et puisque, selon certains experts, il y a présentement une espèce de poudrière dans les Balkans, au centre de l'Europe.

Qu'est-ce que vous vouliez nous dire lorsque vous avez utilisé cette affirmation, selon laquelle nous ne devons pas oublier nos principes?

[Traduction]

**Valerie Percival:** Il s'agirait de respecter les principes consistant à concilier l'importance de la protection des civils et de la sécurité nationale, à maintenir un accent sur les droits de la personne et à comprendre comment le Canada peut faire progresser ses propres intérêts nationaux tout en contribuant à instaurer la paix et la stabilité dans la région, dans le cadre d'une approche globale.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Lorsque vous posez cette question, c'est que, dans une certaine mesure, vous craignez que nous oublions nos principes. Sur quoi votre crainte est-elle fondée? Est-ce sur des actions gouvernementales, des positions ou des non-actions, tout simplement?

[Traduction]

**Valerie Percival:** Je ne pense pas que nous ayons nécessairement perdu nos principes, mais je suis préoccupée par la situation mondiale actuelle et l'importance accordée à la sécurité nationale. Bien que j'appuie pleinement l'importance de soutenir notre armée, de renforcer ce soutien et d'utiliser nos actifs militaires dans des endroits comme la Bosnie et le Kosovo, je crains que, lorsque nous nous concentrons sur le renforcement du Canada, nous en venions à oublier nos obligations sur la scène internationale. C'est ma préoccupation.

• (1710)

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Par exemple, ne voyez-vous pas dans le fait que le gouvernement a sabré dans son aide internationale un problème pour certains programmes, qui auraient eu ou qui n'aurait plus d'effets concrets dans la région dont nous discutons aujourd'hui?

Les restrictions dans l'aide internationale ne s'observent pas juste le Canada. Il y a eu les États-Unis, qui ont sabré dans le programme USAID, ainsi que plusieurs pays d'Europe et le Japon. On constate une espèce de tendance à l'international, selon laquelle plusieurs gouvernements dépensent davantage pour la défense, mais réduisent leurs budgets d'aide internationale. Selon nous, il devrait s'agir de deux enveloppes différentes, qui ne sont pas interreliées.

Ne voyez-vous pas dans de telles restrictions budgétaires dans ces programmes un problème, qui pourrait malheureusement avoir des conséquences néfastes?

[Traduction]

**Valerie Percival:** J'ai écrit au sujet de ma préoccupation concernant le déclin de l'aide au développement à l'échelle internationale, y compris dans des régions comme les Balkans. L'aide au développement est un outil qui nous permet de projeter notre pouvoir d'influence et d'apporter un soutien à la diplomatie. Dans le dernier budget, on a constaté une baisse du soutien d'Affaires mondiales Canada, et nous ne connaissons pas encore pleinement les conséquences que cette réduction aura sur notre présence diplomatique. C'est une préoccupation que je partage.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** On sait que, les Balkans, c'est une diversité de peuples, ainsi que de langues, de religions et de traditions héritées des empires austro-hongrois et ottoman; vous en avez fait la démonstration de façon assez éloquente.

Dans votre allocution d'ouverture, vous dites que ça a toujours été un baromètre. À quel point, aujourd'hui encore, les Balkans sont-ils un baromètre? Est-ce que l'importance de ce baromètre, à une certaine époque, était supérieure à ce qu'elle est aujourd'hui? Est-ce qu'aujourd'hui, vous voyez quand même un lien? Si le passé est garant de l'avenir, le baromètre en question est-il toujours aussi d'actualité?

[Traduction]

**Valerie Percival:** C'est une question très intéressante. Je vous en remercie.

Comme je l'ai dit, les Balkans sont un baromètre de la paix et de la sécurité mondiales. Nous faisons face à une situation où les fondements de l'ordre international libéral, qui reposaient sur les États-

Unis, sont affaiblis, et je pense qu'on peut constater cela dans la région des Balkans.

Je pense que l'on voit se dessiner une voie à suivre, grâce au rôle joué par des organisations telles que l'Union européenne et à l'engagement continu du Canada — lequel, espérons-le, sera renforcé — dans des organisations comme l'OTAN et l'OSCE. Le premier ministre a dit qu'il fallait travailler en collaboration avec des puissances moyennes, et les Balkans pourraient constituer un terrain d'action où le programme pourrait se concrétiser.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci beaucoup.

[Traduction]

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, monsieur Brunelle-Duceppe.

Nous continuerons avec Mme Cody.

Vous avez cinq minutes pour les questions et les observations.

**Connie Cody (Cambridge, PCC):** Merci, et merci aux témoins d'être ici aujourd'hui.

Ma question s'adresse à Mme Valerie Percival.

D'après votre expertise en recherche à la Norman Paterson School sur les États fragiles, l'inclusion des genres et de la dynamique des pays des Balkans, quelles sont les lacunes documentées dans la réponse actuelle du Canada face aux instruments économiques autoritaires tels que l'Initiative des nouvelles routes de la soie, par rapport à d'autres méthodes d'ingérence? Quelles recommandations fondées sur des données probantes recommanderiez-vous pour renforcer la résilience démocratique et l'inclusion sociale dans toute la région?

**Valerie Percival:** C'est une excellente question.

L'un des aspects sur lesquels nous devons nous pencher concernant l'Initiative des nouvelles routes de la soie est qu'elle a comblé une lacune. La Chine a fourni un financement d'infrastructure à un moment où, dans certaines régions, ce financement n'était peut-être pas aussi facilement accessible. De plus, je voudrais mentionner la pandémie de la COVID-19. La Chine a fourni des vaccins alors que d'autres pays en manquaient. Je pense que les vaccins n'étaient pas aussi efficaces que d'autres, mais c'était un geste symbolique.

En ce qui concerne la lutte contre l'ingérence — c'est une question très vaste —, nous devons revenir aux principes fondamentaux. Il est question d'avoir une présence dans la région, une présence diplomatique, pour que nous puissions savoir comment les autres acteurs contribuent à ce type de financement et de soutien, comment nous pouvons le contrer et quelles sont les possibilités de mobilisation.

Je soutiens largement ce qu'ont dit mes collègues au sujet du programme sur les femmes, la paix et la sécurité. L'égalité des genres a perdu de son attrait dans le contexte actuel de rejet mondial de l'égalité des genres, mais les faits montrent clairement que soutenir l'égalité des genres et prendre des mesures concrètes, comme garantir la participation au marché du travail — le Kosovo présente le taux de participation au marché du travail le plus faible d'Europe — sont des mesures qui peuvent contribuer à créer des sociétés plus pacifiques.

• (1715)

**Connie Cody:** Vos travaux de recherche et votre enseignement portent depuis longtemps sur les États fragiles, la prévention des conflits et la gouvernance inclusive. La Chine a déjà obtenu d'importants projets d'infrastructure et de financement dans tous les pays des Balkans occidentaux grâce à l'Initiative des nouvelles routes de la soie, ce qui a créé des possibilités évidentes d'influence économique et d'éventuelle ingérence étrangère. La Serbie, en particulier, s'est imposée comme le principal partenaire de la Chine dans la région, ce qui a notamment donné lieu à la conclusion d'un accord de libre-échange en 2024.

Selon vous, dans quelle mesure cela rend-il la région vulnérable à un retard ou à un échec de l'intégration euro-atlantique, et quelles sont les lacunes majeures dans la réponse diplomatique en matière de développement actuellement mise en œuvre par le Canada?

**Valerie Percival:** C'est une autre excellente question.

Je pense que les pays de la région — et ma collègue pourra sans doute vous en parler un peu plus en détail — comparent les différents pays les uns aux autres, de sorte que l'Union européenne reste la principale force d'attraction de cette région, contribuant ainsi à la sécurité économique et à la sécurité nationale.

On devrait s'inquiéter du rôle que joue la République populaire de Chine. Ce n'est pas un domaine sur lequel j'ai mené des recherches approfondies en ce qui concerne les Balkans, mais je l'ai vu ailleurs. En ce qui concerne le rôle de la Chine, notamment en matière de dette, un aspect auquel nous ne prêtons pas suffisamment attention est la mesure dans laquelle le niveau d'endettement peut être exploité à des fins géopolitiques.

**Connie Cody:** Je ne sais pas si vous voudriez répondre à cette question, ou si l'un des autres témoins voudrait y répondre. Dans quelle mesure la participation croissante de la Chine dans des secteurs tels que les infrastructures, l'énergie et les télécommunications a-t-elle des répercussions géopolitiques ou en matière de sécurité?

**Valerie Percival:** C'est une autre excellente question, et qui sort un peu de mon domaine de compétence, mais cela a assurément des répercussions. Le rôle de la Chine dans ces domaines le prouve.

L'un des autres domaines de recherche était l'Afrique. La participation de la Chine à l'Initiative des nouvelles routes de la soie a comblé une lacune et a mis en place des infrastructures d'une manière que les bailleurs de fonds occidentaux n'ont pas su faire. Nous devons réfléchir à cet aspect, et nous devons également réfléchir à l'importance de l'infrastructure pour la croissance et la stabilité économiques.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

C'est maintenant au tour de M. Sari.

[Français]

**Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie grandement les témoins de leur présence.

J'ai beaucoup de questions à leur poser. Plus ils nous donnent de réponses, plus ça ouvre des horizons sur des éléments sur lesquels nous devons nous pencher et que nous devons mieux comprendre.

Madame Berishaj-Sylejmani, vous avez beaucoup parlé de désinformation relativement à la question de l'égalité des genres. En une minute ou moins, expliquez-moi comment on peut contrer cette

désinformation. Vous aviez commencé à en parler tout à l'heure, mais vous ne vous étiez pas étendue sur le sujet.

Je vous donne quelques secondes pour compléter votre réponse. Après, je vais poser des questions aux autres témoins.

• (1720)

[Traduction]

**Maria Berishaj-Sylejmani:** Merci beaucoup, monsieur Sari.

Comme vous l'avez dit, c'est un sujet très important, et on en parle dans tous les pays des Balkans. J'ai mentionné — je crois, très brièvement — quand je répondais à Mme Vandenberg, que le fait d'investir dans l'éducation — et cela a également été évoqué par l'un des ambassadeurs dans le premier groupe de témoins —, surtout dans les programmes d'éducation aux médias, mais également dans le journalisme indépendant, est l'un des moyens les plus importants pour lutter contre la désinformation et contrer l'ingérence russe, en particulier. L'ingérence russe passe par différents canaux et médias au Kosovo. Nous ne savons pas à qui ils appartiennent ni d'où ils viennent, mais ils viennent principalement de la Serbie, qui est le représentant de la Russie dans la région en matière d'ingérence dans le secteur de la sécurité.

En ce qui concerne l'investissement dans l'éducation, dans ce cas, l'État et l'ambassade canadiens devraient se rapprocher du Kosovo. C'est le premier aspect. Ensuite, investir dans des programmes consacrés à l'éducation, à la lutte contre la désinformation, à l'éducation aux médias et au journalisme indépendant devrait constituer l'un des principaux enjeux pour lutter contre la désinformation et l'ingérence étrangère, comme l'ingérence russe.

Je dois ajouter quelque chose. J'ai examiné les projets d'infrastructure. La Chine a investi dans tous les États des Balkans sauf le Kosovo. On ne constate toujours pas d'ingérence chinoise au Kosovo, mais l'ingérence russe y est sans aucun doute.

[Français]

**Abdelhaq Sari:** Merci beaucoup, madame Berishaj-Sylejmani.

Madame Recaj, je me tourne de votre côté pour une question très importante. Parfois, quand on veut mener des opérations dans un pays, quelles qu'elles soient, il y a toujours un risque de mauvaise compréhension. Quel serait le rôle des chercheurs comme vous et de la diaspora pour que l'on ait une meilleure compréhension avant d'intervenir dans un pays de ce genre?

[Traduction]

**Krenare Recaj:** Le rôle de la diaspora est extrêmement important. Quand je dis qu'il faut considérer le Kosovo comme un État pro-occidental, cela ne signifie pas que nous ne tenons pas du tout compte de la diaspora serbe. Les diasporas sont souvent composées de personnes capables d'analyser la situation et de ressentir de la frustration, mais qui peuvent également exercer une influence sur leur propre État. Les diasporas kosovare, albanaise et serbe au Canada peuvent jouer un rôle important pour inciter leur gouvernement à adopter une position plus pro-occidentale.

Je tenais vraiment à le dire. Il ne s'agit pas simplement de se pencher sur les diasporas kosovare et albanaise. La diaspora serbe au Canada manifeste également beaucoup de bonne volonté envers l'Occident et le Canada. Nous pouvons compter sur elles pour jouer le rôle d'émissaires et de diplomates au Canada afin de s'adresser à leur pays et promouvoir de meilleures politiques.

[Français]

**Abdelhaq Sari:** Merci.

Pour terminer, j'aurai une question à laquelle vous pouvez répondre rapidement, madame Percival: est-ce que des tensions sur la question identitaire peuvent aussi avoir une influence? Vous avez parlé tout à l'heure de la question de la sécurité humaine. Est-ce que la question de la politique identitaire sur place peut avoir aussi une influence? Comment peut-on vraiment mieux comprendre avant d'intervenir également sur cette question identitaire?

[Traduction]

**Valerie Percival:** Si je comprends bien la question, vous parlez d'identité.

[Français]

**Abdelhaq Sari:** Je parle des tensions identitaires, et pas nécessairement de l'identité.

[Traduction]

**Valerie Percival:** Réduire les tensions ethniques dans une région où le Canada peut davantage intervenir. Nous pourrions...

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Soyez brève, s'il vous plaît.

**Valerie Percival:** Nous pouvons nous appuyer sur notre expérience au Canada en matière de relations avec le Québec.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez deux minutes et demie.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

Madame Recaj, vous nous avez dit que plusieurs pays essayaient de normaliser leurs relations avec la Serbie et que, selon vous, ces pays faisaient fausse route. Si j'ai bien compris — corrigez-moi si je me trompe —, le Canada est un peu en retrait par rapport à cette volonté de normaliser les liens avec la Serbie, mais il y participe d'une certaine façon, justement en étant en retrait. Je voudrais que vous nous disiez comment vous voyez la position du Canada par rapport à cette espèce de volonté, qui vient d'un peu partout, de normaliser les relations avec la Serbie.

• (1725)

[Traduction]

**Krenare Recaj:** Les discussions sur la normalisation des relations entre la Serbie et le Kosovo sont menées sous l'égide de l'UE. L'Union européenne dirige ces discussions. Celles-ci bénéficient principalement du soutien des États-Unis, qui sont la principale partie prenante et l'ont toujours été.

Le Canada n'y a pas joué un rôle très important, si ce n'est celui, je dirais, d'un simple observateur aux côtés de ses alliés. Il ne participe pas directement aux discussions menées sous l'égide de l'UE, et ne bénéficie ni du soutien ni de l'appui dont disposent les politiciens et les diplomates américains au Kosovo.

Ce que j'ai voulu dire, c'est que le Canada entretient des relations historiquement solides et très cordiales avec le Kosovo. Alors que les Kosovars, les Albanais, les Serbes, les autres groupes ethniques du Kosovo et les citoyens serbes se montrent de plus en plus frustrés face aux discussions soutenues par les États-Unis et l'Union européenne, le Canada peut tirer parti de la bonne volonté à son endroit et adopter une approche plus progressiste et plus engagée.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Comment le Canada pourrait-il faire une telle chose, en sachant pertinemment que les États-Unis et l'Europe ont, ensemble, une volonté d'agir dans une direction précise? Comment le Canada pourrait-il leur dire qu'ils font fausse route? Il est difficile pour moi de comprendre très honnêtement et sans aucun préjugé comment le Canada pourrait aller contre la volonté des États-Unis et de l'Union européenne. Même s'ils font fausse route, quel est le pouvoir relatif du Canada par rapport à une coalition quand même assez impressionnante, lorsqu'on parle de l'Europe et des États-Unis, qui va dans une direction précise?

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci, monsieur Brunelle-Duceppe.

[Traduction]

Soyez très brève.

**Krenare Recaj:** Je ne dis en aucun cas que le Canada va intervenir et devenir celui qui fera avancer les discussions, mais je dis que le Canada peut, en coulisse, lors de forums internationaux, faire part de ses préoccupations quant à la manière dont on cède aux exigences du gouvernement Vučić alors même qu'il se montre intransigeant envers la communauté internationale. Par ailleurs, le Canada peut tirer parti de la bienveillance dont il jouit auprès des populations du Kosovo et du Canada pour soutenir les discussions. En coulisse, nous pourrions soulever leurs préoccupations, puis soutenir ouvertement les discussions et leurs alliés.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Majumdar, suivi de M. Olyphant, et nous leverons la séance ensuite.

Monsieur Majumdar, vous avez cinq minutes.

**Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC):** Merci, monsieur.

La première question s'adresse à Mme Percival et à Mme Berishaj-Sylejmani. La question que je voudrais vous poser concerne l'ingérence de la Russie en matière de politique et de sécurité. Compte tenu des liens politiques, militaires, énergétiques et sécuritaires durables qui unissent la Russie et la Serbie, ainsi que de son soutien aux acteurs partisans d'une position inflexible, telle que Milorad Dodik et d'autres, comment Moscou exploite-t-elle les tensions techniques et bloque-t-elle les progrès vers l'intégration du Kosovo au sein de l'Union européenne et la normalisation des relations avec la Serbie?

Quelles sont les preuves des activités hybrides russes, y compris la désinformation, la formation paramilitaire ou le financement politique, qui, nous le savons, est très problématique, qui minent à la fois la stabilité et les droits de la personne dans la région? Comment le Canada devrait-il coordonner son action avec ses alliés en matière de sanctions ciblées, de soutien aux médias indépendants et à la société civile, ou de pressions diplomatiques visant à contrer cette situation sans récompenser l'obstruction?

Je sais que c'est une question très simple, mais poursuivez, s'il vous plaît.

**Maria Berishaj-Sylejmani:** La question s'adresse uniquement à moi, n'est-ce pas?

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Oui. Allez-y, s'il vous plaît.

**Maria Berishaj-Sylejmani:** D'accord. Merci.

D'abord, vous avez tout à fait raison. Comme vous le savez, il y a une majorité au Kosovo, à savoir la population albanaise, et il y a ensuite une minorité au Kosovo, à savoir la population serbe. Les Serbes qui vivent au Kosovo représentent environ 4 ou 5 % de la population, et les Albanais, 92 %. Il y a également d'autres minorités au Kosovo.

Des tensions apparaissent, car la majeure partie de la population serbe au Kosovo vit dans des enclaves et relève directement de Vučić et des partis de Belgrade. Essentiellement, la plupart des Serbes au Kosovo, malheureusement, ne considèrent pas Priština comme leur capitale; ils considèrent Belgrade comme leur capitale. La plupart des Serbes du Kosovo préfèrent plutôt écouter ce que Moscou et Belgrade ont à dire que ce que Priština, qui devrait être leur capitale, a à dire en ce qui concerne ce à quoi devrait ressembler leur intégration et la voie qu'ils devraient suivre.

Essentiellement, sans une intégration significative de la communauté minoritaire serbe dans les institutions du Kosovo, tant qu'ils ne considéreront pas Priština comme leur capitale, plutôt que Belgrade, l'ingérence restera très importante. La Russie exerce son ingérence au moyen de différents médias. La Russie exerce son ingérence au moyen des médias en Serbie, mais la majeure partie de la population serbe suit ces médias serbes en serbe. Il s'agit essentiellement d'informations diffusées depuis la Russie vers la Serbie, traduites en langue serbe. Les gens au Kosovo sont essentiellement informés directement par des sources russes et des robots russes par l'intermédiaire des médias serbes.

• (1730)

**Shuvaloy Majumdar:** Merci beaucoup. C'est impressionnant que vous ayez réussi à aborder autant de points en si peu de temps.

Permettez-moi de poser une petite question complémentaire, si vous me le permettez, pour ne pas dépasser le temps imparti.

La Russie et la Chine coordonnent de plus en plus des tactiques autoritaires à l'échelle internationale, y compris dans le domaine de l'information. Dans quelle mesure ont-elles recours à la désinformation, aux cyberopérations ou aux campagnes d'ingérence dans les pays des Balkans occidentaux pour exacerber les divisions ethniques; pour miner le soutien aux réformes démocratiques et les aspirations à faire partie de l'Union européenne ou de l'OTAN; ou pour cibler la souveraineté du Kosovo et les droits des groupes minoritaires? Je suis conscient que c'est en grande partie l'héritage de feu Richard Holbrooke, que j'ai eu l'occasion de connaître un peu avant son décès, mais il ne fait aucun doute que c'est un véritable chaos qu'il a laissé derrière lui.

**Maria Berishaj-Sylejmani:** Dans une large mesure, et de manière assez indirecte, ce n'est pas quelque chose qui semblera forcément évident, mais si vous suivez les indices, vous finirez par le comprendre.

Vous avez évoqué une ingérence directe dans les élections au Kosovo. Nous n'avons pas constaté cela. Nous l'avons davantage constaté par l'ingérence de la Liste serbe. C'est le seul parti politique serbe actif au Kosovo, et 99 % de la population serbe qui travaille et vit au Kosovo vote pour ce parti. C'est le parti de Vučić, essentiellement, lequel est un représentant russe en Serbie, c'est donc un lien direct si vous voulez.

De plus, il y a eu, malheureusement, de très mauvais exemples par le passé au Monténégro. Quand le Monténégro avait tenu des élections et tentait de se joindre à l'OTAN, la Russie influençait directement le référendum et ces processus.

Par ailleurs — et je dois également souligner ce point —, comme je l'ai dit plus tôt, l'ingérence chinoise n'est pas si évidente au Kosovo. Dans d'autres États des Balkans, oui, elle l'est, mais le Kosovo parvient encore assez bien à gérer l'ingérence chinoise dans le domaine de l'énergie, des infrastructures, des pouvoirs d'influence et d'autres aspects. Pour cela, je dois accorder du crédit au gouvernement kosovar.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup de cette réponse.

Nous allons passer à la dernière série de questions avec M. Oliphant.

**L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins.

Je voudrais m'attarder un peu à la question de la soi-disant normalisation. Je suppose que je suis un peu moins pessimiste à ce sujet que le sont peut-être les témoins.

Je voudrais parler de deux domaines. Tout d'abord, le dialogue entre Belgrade et Priština: qu'est-ce qui l'a bloqué et qu'est-ce qui pourrait aider à le poursuivre. Certains estiment que l'adhésion à l'Union européenne de la Serbie ou du Kosovo pourrait conduire à cela. Je comprends que ce n'est pas forcément le cas, mais je souhaite insister un peu plus sur ce dialogue et sur ce que nous pourrions faire, en tant que Canadiens, pour le favoriser.

Bien que cela n'ait pas de rapport direct avec ce sujet, il y a la question du Conseil de mise en œuvre de la paix et de son comité directeur, dont le Canada est membre, en Bosnie-Herzégovine, qui présente des similitudes, et les facteurs qui ont conduit à la démission du haut représentant. Nous subissons de l'ingérence étrangère, pas seulement de la part de la Russie et de la Chine, mais aussi des États-Unis. Nous subissons également de l'ingérence étrangère en provenance de la Serbie, qui se manifeste au sein de populations minoritaires de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo.

Je voudrais simplement connaître votre point de vue sur ce qui pourrait inciter à intensifier le dialogue, et quel rôle le Canada pourrait jouer dans le Nord de la Bosnie-Herzégovine en ce qui concerne le Conseil de mise en œuvre de la paix. Je sais que nous avons ici un peu plus d'expérience en ce qui concerne le Kosovo, mais peut-être y a-t-il aussi des Kosovars, des personnes de la Bosnie-Herzégovine... et également des témoins en ligne.

**Krenare Recaj:** Je suis heureuse de commencer. Merci de la question.

Il y a deux aspects qui peuvent, selon moi, renforcer la normalisation.

D'abord, comme je l'ai dit, le fait de dissocier l'intégration euroatlantique du Kosovo de la normalisation permettra de réaliser des progrès en matière de normalisation. Si le Kosovo commence à progresser par ses propres moyens sur la voie de l'intégration euroatlantique, le gouvernement serbe s'en rendra compte. La population serbe dira « le Kosovo fait des progrès au chapitre de l'intégration euroatlantique. Nous voulons nous aussi faire des progrès. » Je pense que cela freine les deux pays.

Le deuxième point, qui est connexe, consiste à faire pression sur le gouvernement serbe lorsqu'il se montre intransigeant envers la communauté internationale et les Albanais kosovars. Il faut continuer de faire pression sur le gouvernement du Kosovo quand il est intransigeant envers la communauté nationale également.

À aucun moment, aujourd'hui, je n'ai dit que le gouvernement du Kosovo ne constituait jamais un obstacle à la normalisation des relations. J'ai simplement dit qu'il ne pouvait y avoir d'équivalence entre les deux. Les deux gouvernements ont constitué des obstacles.

Je pense que le fait de dissocier la normalisation de l'intégration euroatlantique servira de moteur pour permettre aux deux pays d'aller de l'avant.

• (1735)

**L'hon. Robert Oliphant:** Qu'en est-il du Conseil de mise en œuvre de la paix?

**Krenare Recaj:** Le Conseil de mise en œuvre de la paix n'est pas mon domaine d'expertise; je vais donc céder la parole sur ce point.

**Valerie Percival:** Je n'ai travaillé sur la Bosnie que de manière superficielle, alors je n'aborderai pas la question.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Je vois que Mme Berishaj-Sylejmani a levé la main.

Allez-y.

**Maria Berishaj-Sylejmani:** Merci.

C'est difficile d'être en ligne. J'espère que je ne vous interromps pas. J'aimerais ajouter quelque chose à ce que ma collègue a dit plus tôt.

Une voie européenne claire pour le Kosovo et la Serbie... à condition que l'on adopte une attitude constructive dans le dialogue. Accélérer le processus d'adhésion à l'Union européenne permettrait, je pense, d'accélérer les choses et d'inciter les parties à se montrer un peu plus constructives dans le dialogue.

Quelqu'un a parlé des sanctions envers la Serbie. Je pense que la communauté internationale doit être un peu plus ferme quand la Serbie, disons, n'honore pas ses engagements envers l'Union européenne.

De plus, comme vous l'avez dit à juste titre, il ne s'agit pas uniquement de l'ingérence russe ou chinoise. Il y a eu un changement majeur en Bosnie. Je m'excuse; nous parlons de ce qui se passe à l'échelle régionale, mais on en a beaucoup parlé dans les médias ces derniers temps. Nous avons constaté les changements au sein des hauts représentants. Il s'agit avant tout de faire l'éloge de Dodik et d'essayer de susciter des changements et des mouvements politiques dans la région afin de répondre à certains intérêts commerciaux.

C'est pourquoi je pense que le fait que le Canada joue un rôle plus actif et constructif, en adoptant une approche différente de celle des États-Unis à ce stade, signifierait que nous avons, de l'autre côté de l'océan Atlantique, un ami qui souhaite ce qu'il y a de mieux pour cette région.

**Le vice-président (L'hon. Michael Chong):** Merci beaucoup, monsieur Oliphant.

Merci beaucoup aux trois témoins de ce groupe. Votre témoignage est précieux et sera, je suis sûr, intégré à un éventuel rapport.

Sans plus tarder, la séance est levée.







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>